

commission du codex alimentarius **F**



ORGANISATION DES NATIONS
UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION
MONDIALE
DE LA SANTÉ



BUREAU CONJOINT: Viale delle Terme di Caracalla 00153 ROME Tél: +39 06 57051 www.codexalimentarius.net Email: codex@fao.org Facsimile: 39 06 5705 4593

ALINORM 09/32/28

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS COMMISSION

*Trente-deuxième session
Rome (Italie), 29 juin – 4 juillet 2009*

RAPPORT DE LA DIX-HUITIÈME SESSION DU COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AFRIQUE

Accra (Ghana), 24-27 février 2009

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

À sa dix-huitième session, le Comité de coordination du Codex pour l'Afrique est parvenu aux conclusions ci-après:

QUESTIONS SOUMISES À LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS À SA TRENTE-DEUXIÈME SESSION ET AU COMITÉ EXÉCUTIF À SA SOIXANTE-DEUXIÈME SESSION POUR EXAMEN:

Le Comité de coordination:

- Est convenu que la participation des pays en développement aux travaux du Codex revêtait une importance critique et a reconnu le rôle du Fonds fiduciaire du Codex dans l'assistance aux pays en développement pour leur participation, mais que plusieurs autres mécanismes au niveau national pouvaient contribuer à une participation plus active des pays en développement (par. 9 à 13);
- A remercié pour l'utilisation du portugais comme langue d'interprétation pour le Comité de coordination pour l'Afrique et a décidé de demander que le portugais soit utilisé comme langue d'interprétation et pour la traduction des documents à la prochaine session du Comité (par. 14 et 15);
- A noté que plusieurs mécanismes ont été mis en oeuvre par les Membres pour exécuter les activités 4.5, 5.4 et 5.5 du Plan stratégique du Codex (2008-2013) et que le Plan stratégique du Comité de coordination pour l'Afrique était un outil utile pour renforcer la mise en oeuvre de ces activités (par. 17-20);
- A identifié des activités prioritaires pour la mise en oeuvre du Plan stratégique du Comité de coordination pour l'Afrique, a adopté un mode de présentation pour les rapports nationaux annuels sur les activités du Codex et les directives pour le transfert des fonctions de coordination (par. 29 à 41, Annexes II - IV);
- Est convenu à l'unanimité que le Ghana devrait être nommé à nouveau coordonnateur régional pour l'Afrique (par. 61).

QUESTIONS SOUMISES AUX COMITÉS ET GROUPES SPÉCIAUX DU CODEX

Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP)

Le Comité de coordination:

- A confirmé son point de vue selon lequel le mandat actuel des Comités de coordination devrait rester inchangé (par. 16).

AUTRES QUESTIONS

Le Comité de coordination:

- A remercié la FAO et l'OMS pour leur appui au renforcement des capacités et la fourniture d'avis scientifiques (par. 22 à 27);
- A pris bonne note de l'offre d'assistance de la part de l'Union africaine pour la mise en oeuvre du Plan stratégique et des activités connexes (par. 33, 38 et 41);
- A échangé des informations sur les systèmes nationaux de contrôle des aliments et la participation des consommateurs à l'établissement des normes Codex, l'utilisation des normes Codex au niveau national et régional et les questions relatives à la nutrition dans la région (par. 42 à 60);
- A noté que dans l'avenir l'information fournie sur les systèmes de contrôle des aliments, la participation des consommateurs et l'emploi des normes Codex devrait être analysée de manière à identifier les domaines et les thèmes qui exigent une assistance de la FAO et de l'OMS pour créer des capacités dans les pays membres (par. 52).

TABLE DES MATIÈRES

Paragraphes

INTRODUCTION -----	1
OUVERTURE DE LA SESSION -----	2-3
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR -----	4-7
QUESTIONS DÉCOULANT DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES COMITÉS DU CODEX -----	8-21
Participation des pays en développement aux réunions du Codex-----	9-13
Utilisation du portugais comme langue d'interprétation -----	14-15
Mandat des comités régionaux de coordination -----	16
MISE EN OEUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE 2008-2013 -----	17-21
ACTIVITÉS DE LA FAO ET DE L'OMS COMPLÉTANT LES TRAVAUX DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS, Y COMPRIS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS -----	22-27
ACTIVITÉS DU PROGRAMME FANDC DANS LA RÉGION-----	28
PLAN STRATÉGIQUE POUR LA COORDINATION DU CCAFRICA -----	29-41
INFORMATIONS RELATIVES AUX SYSTÈMES NATIONAUX DE CONTRÔLE DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET À LA PARTICIPATION DES CONSOMMATEURS À L'ÉLABORATION DES NORMES ALIMENTAIRES-----	42-45
UTILISATION DES NORMES CODEX AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL -----	46-52
QUESTIONS RELATIVES À LA NUTRITION DANS LA RÉGION-----	53-60
NOMINATION DU COORDONNATEUR -----	61
AUTRES QUESTIONS ET TRAVAUX FUTURS -----	62-68
Étiquetage des produits -----	63
Méthodes de détection et d'identification des aliments dérivés des biotechnologies et étiquetage des aliments génétiquement modifiés -----	64
Traçabilité -----	65
Code d'éthique pour le commerce international des produits alimentaires-----	66
Prolifération des normes privées -----	67
DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION -----	69

Pages

Annexe I – Liste des participants -----	10
Annexe II – Plan stratégique pour le CCAFRICA (domaines et actions prioritaires)-----	30
Annexe III – Mode de présentation des rapports nationaux annuels au Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique-----	41
Annexe IV - Directives pour le transfert des fonctions de coordination -----	42

INTRODUCTION

1. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique a tenu sa dix-huitième session à Accra (Ghana), du 24 au 27 février 2009, à l'invitation du Gouvernement ghanéen. La session a été présidée par M. Samuel Sefa-Dedeh, Professeur de sciences et technologies alimentaires, doyen de la Faculté des sciences de l'Université de Ghana Legon. Ont assisté à la session 183 délégués, conseillers et observateurs représentant 31 États membres, cinq membres ayant statut d'observateur extérieurs à la région et quatre organisations internationales. La liste complète des participants, y compris le personnel du Secrétariat et les représentants de la FAO et de l'OMS, est jointe au présent rapport en tant qu'Annexe I.

OUVERTURE DE LA SESSION

2. La session a été déclarée ouverte par M. John Dramani Mahama, Vice-Président de la République du Ghana. Dans son allocution d'ouverture, le Vice-président a reconnu que le Codex jouait un rôle important dans la protection de la santé des consommateurs et la promotion du commerce international et que c'était un honneur pour le Ghana d'accueillir le Comité de coordination pour l'Afrique. Il a souligné la nécessité d'une coopération et d'une communication efficaces et dynamiques entre les membres du Comité de coordination pour l'Afrique et d'autres parties prenantes directement ou indirectement concernées par les questions de sécurité sanitaire des denrées alimentaires et que cette question devrait être considérée comme d'une extrême actualité. Il a indiqué également que le moment était venu pour les gouvernements africains et les organismes donateurs de manifester à nouveau leur volonté d'appuyer les activités du Codex et que cette volonté politique devrait se traduire par des actions immédiates et concrètes, de façon que la région ait désormais un impact dans ce domaine. Il a en outre indiqué qu'il était nécessaire de sensibiliser aux activités du Codex dans les divers pays et au niveau politique.

3. M. Daniel Kertesz, Représentant de l'OMS au Ghana, et M. Edouard K. Tapsoba, Sous-directeur général et Représentant régional pour l'Afrique, ont souhaité la bienvenue aux délégués au nom de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), respectivement.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1 de l'ordre du jour)¹

4. Le Comité de coordination est convenu d'examiner le point 4 de l'ordre du jour (Plan stratégique relatif à la coordination du Comité régional de coordination pour l'Afrique) après les points 5 et 6, étant donné que ces points étaient interdépendants et que les conclusions des débats relatifs aux points 5 et 6 pourraient avoir un impact sur l'examen du Plan stratégique et de sa mise en oeuvre.

5. Le Comité de coordination a également accepté les propositions formulées par les délégations du Ghana et du Nigéria au titre du point 9 de l'ordre du jour 'Autres questions et travaux futurs' tendant à ce que les questions ci-après soient examinées:

- Étiquetage des produits (proposition de la Délégation nigériane);
- Critères pour les méthodes de détection et d'identification des aliments dérivés des biotechnologies et l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés (proposition de la Délégation ghanéenne);
- Traçabilité (proposition de la Délégation ghanéenne).
- Code d'éthique pour le commerce international des aliments (proposition de la Délégation ghanéenne);
- Prolifération des normes privées (proposition de la Délégation ghanéenne).

6. Le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de sa session avec les amendements proposés.

7. Le Comité est convenu de créer deux groupes de travail qui se réuniraient pendant la session et incluraient toutes les parties intéressées, l'un présidé par le Ghana et travaillant en anglais et l'autre présidé par le Cameroun et travaillant en français. Les groupes de travail auraient pour tâche d'examiner le Plan stratégique du CCAFRICA et de formuler des recommandations concernant sa mise en oeuvre, notamment des propositions de projet à mettre en oeuvre au niveau régional ou sous-régional.

¹ CX/AFRICA 09/18/1; CRD 11 (Proposition du Nigéria)

QUESTIONS DÉCOULANT DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES COMITÉS DU CODEX (Point 2 de l'ordre du jour)²

8. Le Comité a pris note des questions découlant des trentième et trente et unième sessions de la Commission du Codex Alimentarius, des soixante et soixante et unième sessions du Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius et de la vingt-quatrième session du Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP), telles que résumées dans le document de travail, et a débattu notamment des questions suivantes:

Participation des pays en développement aux réunions du Codex (trente et unième session de la Commission du Codex Alimentarius)

9. Le Comité a rappelé qu'à sa trente et unième session, la Commission avait recommandé que les Comités de coordination examinent la question de la participation des pays en développement et lui fassent part de leurs opinions à sa trente-deuxième session. Le Comité a noté qu'à sa vingt-cinquième session, le Comité sur les principes généraux examinerait un document établi par le Secrétariat qui inclurait des données sur la participation des pays en développement aux sessions du Codex et des propositions visant à améliorer la situation.

10. Le Comité est convenu que la participation des pays en développement aux réunions du Codex revêtait une importance critique et que cette participation devait être renforcée.

11. Le Comité a reconnu qu'en aidant financièrement les pays en développement à participer au Codex, le Fonds fiduciaire du Codex contribuait à améliorer la situation et a manifesté sa reconnaissance à cet égard. Il a toutefois reconnu que le financement par le biais du Fonds fiduciaire n'était pas viable à long terme et que les pays devraient rechercher d'autres sources d'aide financière. À cet égard, il était d'une importance critique que les responsables des politiques soient sensibilisés au rôle du Codex et encouragés à inclure les mesures SPS et les activités du Codex dans leurs budgets nationaux.

12. Le Comité a été d'avis que pour améliorer la participation au Codex des pays de la région, il faudrait notamment prendre les mesures suivantes: renforcer les structures nationales, telles que les Services centraux de liaison avec le Codex et les Comités nationaux du Codex; renforcer les infrastructures et les capacités humaines en ce qui concerne la collecte de données scientifiques; et assurer une certaine cohérence dans la nomination des délégués aux réunions du Codex; la mise en œuvre du Plan stratégique relatif à la coordination du Comité de coordination du Codex pour l'Afrique contribuerait à la réalisation de toutes ces mesures. Le Comité a noté en outre qu'il importait de sensibiliser l'Union africaine (UA) et les communautés économiques régionales aux travaux du Codex et à l'utilité de leur coopération et de leur participation à ces travaux. Le Secrétariat a précisé que très peu de communautés économiques régionales en Afrique bénéficiaient actuellement du statut d'observateur auprès du Codex et a exhorté les pays à encourager leur communauté économique régionale à solliciter le statut d'observateur auprès du Codex.

Utilisation du portugais comme langue d'interprétation

13. L'observateur du Brésil a noté que, même si le Fonds fiduciaire du Codex était un instrument important pour faciliter la participation des pays, ce n'était pas la seule solution, et qu'il était plus important de revoir la structure du Codex, notamment du point de vue de la dispersion de ses réunions et de la nécessité de les regrouper.

14. Le Comité a exprimé sa gratitude pour l'emploi du portugais comme langue d'interprétation durant la session, son utilité ayant ainsi été reconnue pour permettre une participation plus active des pays lusophones au Comité.

15. Le Comité est convenu de demander à la Commission d'envisager d'utiliser le portugais pour l'interprétation et la traduction des documents à la prochaine session du Comité, pour permettre aux pays lusophones de participer plus activement.

Mandat des Comités régionaux de coordination (vingt-quatrième session du Comité du Codex sur les principes généraux)

16. Le Comité a rappelé qu'à sa dix-septième session, il avait exprimé l'opinion que le « mandat de tous les Comités de coordination devrait rester inchangé, dans la mesure où aucune raison impérative ne justifiait l'amendement proposé », et a confirmé ce point de vue.

² CX/AFRICA 09/18/2

MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE 2008 - 2013 (Point 2 de l'ordre du jour)³

Activité 4.5: Promouvoir la coordination interdisciplinaire aux niveaux national et régional

Activité 5.4: Renforcer les Services centraux de liaison avec le Codex et les Comités nationaux du Codex

Activité 5.5: Renforcer la participation des organisations non gouvernementales aux niveaux international, régional et national

17. Le Comité a rappelé la demande formulée par la Commission à sa trente et unième session à propos des Activités 4.5, 5.4 et 5.5.⁴

18. Pour répondre à cette demande, il a été tenu compte des renseignements fournis par les membres et observateurs en réponse aux Parties A.2 i) et ii) et C i) et ii) du document CL 2008/30-AFRICA.

19. Le Comité a noté que la plupart des membres avaient mis au point un mécanisme, par le biais d'un Comité national du Codex ou d'une structure analogue, pour promouvoir la coordination interdisciplinaire au niveau national et que toutes les parties prenantes, y compris les organisations de consommateurs, avaient été encouragées à y participer mais que plusieurs problèmes restaient à résoudre pour renforcer ces structures et la participation à leurs travaux.

20. Le Comité est convenu que le Plan stratégique relatif à la coordination du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique (voir point 4 de l'ordre du jour) était un outil utile pour renforcer les activités identifiées au titre des Activités 4.5, 5.4 et 5.5.

21. Le Représentant de l'Union africaine a informé le Comité du projet « Participation des nations africaines aux organisations chargées d'élaborer des normes sanitaires et phytosanitaires » (PAN-SPSO) financé par la Communauté européenne et coordonné par le Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine (UA/BIRA) avec ses partenaires, à savoir les sept communautés économiques régionales du continent. Le Comité a noté que l'un des buts du projet était de faciliter la participation des pays africains aux activités de l'OIE, de la CIPV et du Codex (voir CRD 13).

³ CX/AFRICA 09/18/2-Add.1 et CX/AFRICA 09/18/5 (Réponses des pays suivants: Éthiopie, Ghana, Kenya, Mali, Sénégal, Sierra Leone, Zambie et Zimbabwe); (CRD 2 (Réponse du Maroc); CRD 5 (Réponse du Malawi); CRD 6 (Réponse de l'Ouganda), CRD 8 (Réponse du Cameroun), CRD 11 (Réponse du Nigéria), CRD 13 (Présentation du projet PAN-SPSO par l'UA/BIRA)

⁴ ALINORM 08/31/REP, par. 141 et par. 145 et 146

ACTIVITÉS DE LA FAO ET DE L'OMS COMPLÉTANT LES TRAVAUX DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS, Y COMPRIS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (Point 3 de l'ordre du jour)⁵

22. Le représentant de la FAO, s'exprimant au nom de la FAO et de l'OMS, a informé le Comité des activités menées dans le domaine du renforcement des capacités et des outils de formation et d'appui technique visant à renforcer les systèmes de contrôle des aliments, notamment un manuel des bonnes pratiques en matière d'hygiène pour la production et la vente des aliments vendus sur la voie publique en Afrique, un manuel sur l'inspection des aliments fondée sur les risques et le guide sur l'analyse des risques à l'usage des autorités nationales responsables de la sécurité sanitaire des aliments.

23. Le représentant a aussi informé le Comité des récents avis scientifiques fournis par les réunions conjointes d'experts FAO/OMS sur: i) l'emploi du chlore dans la production et la transformation des aliments; ii) *Enterobacter sakazakii* dans les préparations de suite en poudre; et iii) la réunion d'experts de l'OMS chargés de l'examen toxicologique de la mélamine et de l'acide cyanurique. Le représentant a attiré l'attention du Comité sur les deux prochaines réunions d'experts sur les risques et les avantages pour la santé associés à la consommation de poisson et autres produits de la mer, et sur les implications possibles pour la sécurité sanitaire des aliments de l'utilisation de la nanotechnologie dans l'alimentation et l'agriculture (qui doivent se tenir en juin 2009).

24. Le représentant de l'OMS a informé le Comité des activités mondiales menées dans les domaines suivants: i) Directives pour l'identification et la maîtrise des maladies d'origine alimentaire; ii) Réseau INFOSAN qui est un mécanisme d'échange d'informations émettant des alertes sur les incidents de sécurité sanitaire des aliments (par exemple, la contamination des aliments par la mélamine) et diffuse des informations techniques, et sur des activités régionales de formation et de renforcement des capacités (par exemple, « cinq clés pour des aliments plus sûrs » pour l'éducation et la communication, le système HACCP - Analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise, la surveillance des maladies d'origine alimentaire en laboratoire). Le représentant a aussi informé le Comité d'une récente initiative de l'OMS visant à estimer la charge des maladies d'origine alimentaire⁶. Il a été noté que le Fonds fiduciaire du Codex avait appuyé la participation de 336 délégués de l'Afrique en 2004-2008.

25. Le Comité a noté que l'utilité d'INFOSAN était largement reconnue, en particulier dans le contexte du récent incident de sécurité sanitaire des aliments concernant la contamination par la mélamine. À la demande que le CCMAS définisse une méthode de référence pour la mélamine, le Secrétariat du Codex a précisé que cette question pourrait être soulevée à la prochaine session du CCCF, au cours de laquelle le problème de la mélamine sera examiné et que le Secrétariat du JECFA fournira des détails sur la récente réunion d'experts consacrée à la mélamine, ou à la prochaine session du CCMAS.

26. Certaines délégations, en remerciant la FAO et l'OMS pour les activités de renforcement des capacités réalisées dans leurs pays, ont souhaité être davantage informées des mécanismes qui permettent d'accéder à l'assistance technique. Le représentant de la FAO a informé le Comité des différentes modalités en place, et a conseillé de transmettre toutes les demandes initiales d'assistance aux représentations nationales de la FAO, en indiquant de façon claire la priorité du gouvernement, car la FAO ne pouvait agir qu'à la réception de demandes officielles. D'autres délégations ont demandé que les bureaux locaux de la FAO et de l'OMS participent davantage aux réunions des comités nationaux du Codex et aux autres activités liées à la sécurité sanitaire des aliments.

27. Le Comité a réitéré ses remerciements à la FAO et à l'OMS pour leur appui au renforcement des capacités des Membres dans la région. Il s'est aussi félicité de l'initiative de la FAO en ce qui concerne la sécurité sanitaire accrue des denrées alimentaires.

⁵ CX/AFRICA 09/18/3 (Partie I et Partie II), CRD 11 (Observations du Nigéria)

⁶ Travail mené par le Groupe de travail de référence sur l'épidémiologie des maladies d'origine alimentaire (FERG), (http://www.who.int/foodsafety/foodborne_disease/ferg/en/index3.html)

ACTIVITÉS DU PROGRAMME FANDC DANS LA RÉGION (point 3.1 de l'ordre du jour)⁷

28. Le représentant de l'OMC, se référant au document portant la cote CX/AFRICA 09/18/3-Add.1, a informé le Comité des buts du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) et annoncé que des informations plus détaillées seraient fournies lors d'un séminaire devant se tenir durant la présente session du CCAFRICA.

PLAN STRATÉGIQUE POUR LA COORDINATION DU CCAFRICA (Point 4 de l'ordre du jour 4)⁸

29. Le Comité a rappelé qu'il avait adopté, à sa dix-septième session, le Plan stratégique et qu'il avait été décidé que le Coordonnateur serait chargé d'élaborer:

- un plan d'action régional
- des indicateurs appropriés pour la réalisation d'évaluations périodiques
- des mécanismes pour la signalisation des résultats obtenus au CCAFRICA, par l'intermédiaire du Coordonnateur
- des propositions de projet régional

Rapport du Coordonnateur

30. La délégation du Ghana, en sa qualité de Coordonnateur, a présenté son rapport sur l'état d'avancement du Plan stratégique, figurant dans le document CRD 12. La délégation a fait savoir au Comité qu'un projet de Plan d'action régional avait été mis au point pour le Comité de coordination pour l'Afrique, ainsi qu'un mécanisme visant à assurer le suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique⁹. Il a en outre été indiqué qu'une proposition de projet n'avait pas été préparée, car le Coordonnateur estimait que plusieurs projets pouvaient voir le jour à la suite des activités prévues dans le plan stratégique.

Activités prioritaires pour la mise en œuvre du Plan stratégique

31. Le Comité a examiné les rapports de deux groupes de travail qui ont siégé au cours de la session¹⁰ (voir point 1) figurant dans le document CRD 14 et a accepté toutes les priorités identifiées, après avoir apporté des changements de détail, sauf pour la proposition identifiée sous l'objectif 7 (élaborer des directives régionales sur les aliments génétiquement modifiés) (voir Annexe II). Parmi les activités prioritaires pour la région, le Comité a fait sienne la proposition de la Délégation marocaine concernant la nécessité de rédiger des textes sur les mycotoxines. Toutefois, le temps à disposition avant la prochaine session du CCCF étant limité, le Maroc a été encouragé à utiliser le forum disponible sur le site web du CCAFRICA pour échanger des informations sur cette question.

32. Le Représentant de l'OMS a indiqué que le Fonds fiduciaire pourrait constituer un mécanisme d'appui pour certaines des activités prioritaires identifiées et qu'en collaboration avec la FAO, l'OMS utiliserait le Plan stratégique pour essayer de fournir une assistance sur mesure aux pays.

33. Le Comité a tenu à remercier le Représentant de l'Union africaine, qui avait proposé d'aider les pays de la région à mettre en œuvre le Plan stratégique.

⁷ CX/AFRICA 09/18/3-Add.1, CRD 9 (Rapport du secrétariat de l'OMC sur les faits récents intervenus au sein du Comité SPS)

⁸ CX/AFRICA 08/18/4; CRD 1 (Observations du Kenya); CRD 3 (Observations du Maroc), CRD 10 (Projet de lignes directrices pour le transfert des fonctions de coordination du CCAFRICA, établi par le Ghana); CRD 11 (observations du Nigéria); CRD 12 (Rapport sur la mise en œuvre du Plan stratégique établi par le Ghana); CRD 14 (Rapport des Groupes de travail siégeant en cours de session)

⁹ CX/AFRICA 09/18/4

¹⁰ Le groupe de travail anglophone durant la session a été dirigé par le Ghana, avec l'assistance de: Botswana, Éthiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Nigéria, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Vice-Président de la Commission du Codex Alimentarius, OMS et un observateur des États-Unis d'Amérique. Le groupe de travail francophone durant la session a été dirigé par le Cameroun, avec l'assistance de: Bénin, Burundi, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Maroc, FAO, OMS et un observateur du Brésil.

34. Le Comité a examiné l'Annexe II, sur le mode de présentation proposé pour les rapports nationaux annuels, une certaine uniformité étant nécessaire pour faciliter l'analyse des informations par le Coordonnateur, et il a présenté les observations et changements ci-après:

Titre

35. Le Comité est convenu de modifier le titre du document afin d'en refléter fidèlement l'objectif.

Corps principal

36. À l'alinéa « b », il a été convenu de demander également des informations sur la source de financement pour la participation aux réunions du Codex et d'inclure les « contraintes » à l'alinéa « h ». Une nouvelle section 5, présentant les conclusions et recommandations, a été ajoutée.

37. Après avoir apporté ces changements, le Comité a adopté le mode de présentation des rapports nationaux annuels (voir Annexe III).

Directives pour le transfert des fonctions de coordination¹²

38. Le Comité a adopté les directives proposées par le Coordonnateur (Annexe IV). Il était précisé que ce document était destiné à un usage interne au sein du Comité. Le Comité a pris bonne note de l'offre de l'UA portant sur une aide financière pour la mise en œuvre de ces directives.

Autres questions

39. Le Comité a été informé du fait que le Coordonnateur avait réalisé un projet afin de faire le point des activités et infrastructures du Codex dans la région, d'examiner les raisons pour lesquelles le site web du CCAFRICA était inutilisé ou sous-utilisé, d'identifier et de définir les priorités régionales concernant l'élaboration de normes de sécurité sanitaire des aliments et d'élaborer une base de données recensant les experts/spécialistes. Les conclusions et recommandations détaillées de cette étude figurent dans le rapport du projet, affiché sur le site web du CCAFRICA.

40. L'une des principales réalisations du projet a été le remaniement du site web du CCAFRICA (www.codexafrica.org) qui a introduit un certain nombre d'éléments facilitant le partage de l'information et la communication entre les pays de la région.

41. Le Comité a remercié le Coordonnateur pour le remaniement du site web. Une délégation, tout en reconnaissant l'utilité du site web, a évoqué les difficultés rencontrées par certains pays de la région pour utiliser au mieux le site web, en raison de mauvaises infrastructures. Le Comité a également examiné la question de la mise à jour continue du site web, notamment en période de changement de coordonnateur. Le Comité est convenu d'étudier l'option consistant à avoir un hôte permanent pour le site web et a remercié le Représentant de l'Union africaine pour son offre d'hébergement, de gestion et de mise à jour du site web.

INFORMATIONS RELATIVES AUX SYSTÈMES NATIONAUX DE CONTRÔLE DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET À LA PARTICIPATION DES CONSOMMATEURS À L'ÉLABORATION DES NORMES ALIMENTAIRES (Point 5 de l'ordre du jour)¹³

42. Le Comité a été informé des systèmes nationaux de contrôle des denrées alimentaires et de la participation des consommateurs à l'établissement de normes alimentaires sur la base des contributions écrites soumises en réponse à la Lettre circulaire (CL 2008/30-AFRICA, Partie A).

¹² CRD 10 (Projet de directives pour le transfert des fonctions de coordination, préparé par la Ghana)

¹³ CX/AFRICA 09/18/5 (informations fournies par les pays suivants: Éthiopie, Ghana, Kenya, Mali, Sénégal, Sierra Leone, Zambie et Zimbabwe), Lettre circulaire (CL 2008/30- AFRICA (Partie A), CRD 2 (informations fournies par le Maroc), CRD 5 (informations fournies par le Malawi), CRD 6 (informations fournies par l'Ouganda), CRD 14 (informations fournies par les pays suivants: Afrique du Sud, Angola, Bénin, Burundi, Côte d'Ivoire, Guinée, Lesotho, Libéria, Madagascar, Nigéria, République démocratique du Congo, Swaziland et Tanzanie)

43. Le Comité a pris note de l'évolution récente et de l'amélioration des systèmes nationaux de contrôle des denrées alimentaires dans certains pays, tandis que dans d'autres, la législation nationale en était encore au stade de l'élaboration ou du réexamen et en a conclu que des ressources financières et humaines étaient nécessaires pour assurer le contrôle des denrées alimentaires ainsi que l'adoption d'une législation et de réglementations concernant la sécurité sanitaire et la qualité des denrées alimentaires, et qu'il convenait notamment de renforcer la capacité des laboratoires à des fins d'inspection. Plusieurs délégations ont toutefois signalé que certains systèmes de contrôle des denrées alimentaires demeuraient fragmentés, ce qui entraînait des chevauchements d'activités et un gaspillage de ressources.

44. Le Comité a noté également que dans certains pays, les consommateurs s'intéressaient et participaient à l'élaboration des normes alimentaires, tandis que dans d'autres cette participation des consommateurs et d'autres parties prenantes laissait encore à désirer.

45. Le Vice-Président de la Commission, notant l'utilité d'échanger des informations sur les systèmes nationaux de contrôle des denrées alimentaires et sur la participation des consommateurs au titre de ce point de l'ordre du jour, a proposé que le Comité examine comment utiliser au mieux ce type d'information. Le Vice-Président a suggéré que cette réflexion ait lieu dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique relatif à la coordination du Comité de coordination pour l'Afrique (Point 4) et qu'un système soit mis au point pour identifier, grâce à ces informations, les domaines posant problème.

UTILISATION DES NORMES CODEX AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL (Point 6 de l'ordre du jour)¹⁴

46. Le Comité a rappelé que le Comité exécutif était convenu d'ajouter ce nouveau point permanent à l'ordre du jour des Comités régionaux de coordination, après l'abolition par la Commission de la procédure d'acceptation des normes Codex, afin de recueillir des informations sur la manière dont les normes et les textes apparentés du Codex sont utilisés aux niveaux national et régional.

47. Le Comité a pris acte des informations contenues dans les observations écrites soumises en réponse à la Lettre circulaire (CL 2008/30-AFRICA, Partie B) ou présentées au cours de la session. Il a noté en particulier que de nombreux pays s'inspiraient des normes Codex pour élaborer leurs normes/réglementations alimentaires nationales ou s'y référaient. De même, plusieurs communautés économiques régionales mettaient au point des normes régionales sur la base des normes Codex de façon à assurer une certaine harmonisation entre les régions concernées.

48. En l'absence de normes Codex, certains pays cherchaient à élaborer ou à réviser leurs normes alimentaires à partir d'éléments scientifiques provenant d'autres sources.

49. Plusieurs difficultés ont été signalées au sujet de l'utilisation et de l'application des normes Codex, concernant en particulier l'interprétation de certaines normes et l'absence de spécifications microbiologiques ou de concentrations pour les substances chimiques (comme les contaminants). Il a été précisé qu'étant donné que les normes Codex étaient élaborées en suivant une approche fondée sur l'analyse des risques, la mise au point de spécifications microbiologiques et la définition de limites maximales dépendaient des évaluations de risques fournies par des organes experts tels que les Consultations mixtes FAO/OMS d'experts de l'évaluation des risques microbiologiques (JEMRA) et le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA), que ces processus prenaient du temps et qu'ils étaient tributaires des données communiquées.

50. Les Membres ont également informé le Comité qu'en dépit de l'alignement des normes et des réglementations nationales sur les normes Codex, certains pays rencontraient toujours des difficultés pour accéder à certains marchés en raison des normes imposées par les pays importateurs, qui étaient souvent plus strictes que les normes Codex, sans compter la prolifération de normes privées.

¹⁴ CX/AFRICA 09/18/6 (informations fournies par l'Éthiopie, le Kenya, le Ghana, le Mali, le Sénégal, la Sierra Leone, la Zambie et le Zimbabwe), Lettre circulaire (CL 2008/30- AFRICA (Partie B), CRD 2 (informations fournies par le Maroc), CRD 5 (informations fournies par le Malawi), CRD 6 (informations fournies par l'Ouganda), CRD 7 (informations fournies par le Rwanda), CRD 8 (informations fournies par le Cameroun), CRD 15 (informations fournies par l'Afrique du Sud, l'Angola, le Bénin, le Burundi, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, le Lesotho, le Libéria, le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Swaziland et la Tanzanie)

51. Le Comité a noté, en outre, que tout en ayant adopté les normes Codex dans leurs réglementations, certains pays avaient toujours du mal à appliquer et à faire appliquer ces réglementations faute de ressources humaines et financières suffisantes.

52. Prenant acte des difficultés rencontrées, notamment par les petites et moyennes entreprises, pour respecter les normes Codex, le Vice-président de la Commission a vivement recommandé une analyse de la situation visant à recenser les domaines où une assistance supplémentaire de la FAO et de l'OMS serait nécessaire pour renforcer les capacités des États Membres.

QUESTIONS RELATIVES À LA NUTRITION DANS LA RÉGION (Point 7 de l'ordre du jour)¹⁵

53. Le Comité a rappelé que cette question avait été inscrite à l'ordre du jour conformément à la recommandation formulée par le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius à sa soixante et unième session.

54. Plusieurs délégations se sont félicitées de l'inclusion de ce point à l'ordre du jour car les questions touchant à la nutrition constituaient un défi pour de nombreux pays de la région et, à moins que ces questions ne soient traitées, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies risquaient de ne pas être atteints.

55. Les représentants de l'OMS et de la FAO ont souligné quelques-unes des activités entreprises par leurs organisations respectives dans la région, en particulier les travaux effectués dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'iode du sel, de l'intégration de la nutrition dans les programmes de lutte contre le VIH/SIDA, des informations sur la composition des aliments, des carences en micronutriments (carence en vitamine A et en iode) et des aliments d'appoint.

56. Le représentant de l'OMS a informé le Comité du rôle important que joue son Organisation dans la mise en œuvre de l'Objectif stratégique n°9 (Nutrition/sécurité sanitaire des aliments) pour traiter les problèmes de santé liés à la malnutrition et aux aliments dangereux.

57. Plusieurs délégations ont échangé des informations sur la situation de la nutrition dans leurs pays, notamment les problèmes liés à la carence en vitamine A, les maladies dues au mode de vie, la malnutrition en particulier chez les nourrissons et les enfants en bas âge, et les programmes mis en œuvre pour traiter ces problèmes (enrichissement des aliments de base, iode obligatoire du sel et l'adoption du Code international de l'OMS pour le commerce des substituts du lait maternel).

58. L'utilisation des normes Codex concernant l'étiquetage nutritionnel et les allégations relatives à la nutrition a été notée ainsi que les difficultés rencontrées dans l'évaluation et l'appréciation des allégations relatives à la nutrition. Une délégation a informé le Comité des faits récents concernant la création d'un organisme de réglementation des produits de santé chargé d'examiner les allégations relatives à ces produits dans leur pays.

59. Les difficultés rencontrées dans la commercialisation des aliments à faible valeur nutritionnelle doivent être traitées. Il a été noté que la sensibilisation et l'éducation des consommateurs étaient particulièrement importantes pour leur permettre de faire des choix alimentaires sains.

60. Le Comité a apprécié pleinement les travaux réalisés par le Codex pour mettre en œuvre la Stratégie mondiale de l'OMS pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé. Les Membres ont été invités à participer au Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires et au Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime afin de garantir que les problèmes auxquels doivent faire face les pays de la région soient pris en compte.

NOMINATION DU COORDONNATEUR (Point 8 de l'ordre du jour)¹⁶

61. Sur proposition de la délégation zambienne, le Comité est convenu à l'unanimité de recommander à la Commission du Codex Alimentarius, à sa trente-deuxième session, de nommer à nouveau le Ghana en qualité de coordonnateur pour l'Afrique. Le Comité a remercié le Ghana pour l'excellent travail accompli durant son premier mandat en tant que coordonnateur.

¹⁵ CX/AFRICA 09/18/7, CRD 2 (informations fournies par le Maroc), CRD 5 (informations fournies par le Malawi), CRD 6 (informations fournies par l'Ouganda), CRD 8 (informations fournies par le Cameroun).

¹⁶ CX/AFRICA 09/18/8

AUTRES QUESTIONS ET TRAVAUX FUTURS (Point 9 de l'ordre du jour)¹⁷

62. Au moment d'adopter l'ordre du jour provisoire, le Comité est convenu d'ajouter un certain nombre de questions au titre de ce point pour information. (voir par. 4).

Étiquetage des produits

63. La délégation du Nigéria, faisant référence au document CRD 11 dont elle était l'auteur, a fait savoir au Comité que les règlements nationaux relatifs à l'étiquetage des denrées alimentaires n'autorisaient pas l'inscription de la mention: *Pour exportation*. Le Comité a noté que cette règle visait à garantir que les produits destinés au marché nigérian soient de la même qualité et présentent la même sécurité sanitaire que les produits offerts en vente libre dans le pays d'origine du produit.

Méthodes de détection et d'identification des aliments dérivés des biotechnologies et étiquetage des aliments génétiquement modifiés

64. Le Comité a noté que ces deux questions seraient examinées lors des prochaines sessions des Comités sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage et sur l'étiquetage des denrées alimentaires, respectivement. Il a été informé que l'avant-projet de critères relatifs aux méthodes de détection et d'identification des aliments dérivés des biotechnologies avait été distribué pour observations.

Traçabilité

65. Le Comité a été informé qu'à sa dix-septième session, tenue récemment, le Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires (CCFICS) avait examiné un document de travail sur l'élaboration de directives relatives à la traçabilité/au traçage des produits dans le contexte des systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations de denrées alimentaires et que ce Comité était convenu d'inviter la Commission à sa trente-deuxième session à demander au Comité de coordination de déterminer s'il était nécessaire de formuler des orientations supplémentaires concernant la traçabilité/le traçage des produits.

Code d'éthique pour le commerce international des produits alimentaires

66. Le Comité a noté que cette question était examinée par le Comité sur les Principes généraux.

Prolifération des normes privées

67. Le Comité a noté que le Secrétariat du Codex continuait à suivre les débats relatifs aux normes privées qui se tenaient au sein du Comité SPS, auprès duquel le Comité avait le statut d'observateur, et que la question serait examinée à la soixante-deuxième session du Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius qui se tiendrait prochainement.

Autres questions

68. L'observateur de l'Union africaine a informé le Comité que la Conférence de haut niveau sur une meilleure formation pour des aliments plus sûrs en Afrique se tiendra du 30 mars au 2 avril 2009 à Addis Abeba (Éthiopie). L'observateur a encouragé le président du Comité de coordination à y participer.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION DU COMITÉ (point 10 de l'ordre du jour)

69. Le Comité de coordination a été informé que sa dix-neuvième session se tiendrait dans environ deux ans (2011) et que la date et le lieu exacts de cette réunion seraient communiqués aux Membres à un stade ultérieur, après consultation entre le Coordonnateur qui sera nommé par la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius à sa trente-deuxième session et le Secrétariat du Codex.

¹⁷ CRD 11 (Proposition du Nigéria)

**LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS**

**Chairperson :
Président** Professor Samuel SEFA-DEDEH
Dean, Faculty of Engineering Sciences
University of Ghana, Legon & Vice
Chair NCC Ghana
Accra
Ghana
Tel.: + 233 277533090
Email : sefad@ug.edu.gh

ANGOLA

Eng Miguel DOMINGOS
Secretario Executivo
Ministerio da Agricultura/Codex Angola
Av^a 4 Comandante Jika Largo Antnio
Jacinto, C. P. 527
Luanda
Tel.: +244 222 32 37/ 244 923 53 47 56
Email: secretariado_codex@yahoo.com.br

Mr Victor AVELINA
Coordenadora do Sub-Comité de Peixee Produtos
da Pesca
Ministerio das Pescas
Launda
Telephone : +244 912 510 867
Email : avevictor@hotmail.com

Eng Maria Manuela PINTO
Coordenadora do Sub-Comité Técnico de
Alimentos Obtidos por Meios Biotecnológicos
Codex-Angola
Launda
Tel.: +244 917 64 07 75
Email : manuelahung@yahoo.com.br

Dr Antonia SENAZENGA
2a Vice Presidente do Codex-Angola
Ministerio da Saude
Tel.: +244 923 65 36 95
Email: sanazenge@hotmail.com

Ms Maria Joao Correia Victor AVELINA
Coordenadora do Sub-Comité de Pescado e
Productos da Pesca
Codex – Angola
Luanda
E-mail : avevictor@hotmail.com

BENIN – BÉNIN

Dr Malete YOMBO
Directeur de l'Alimentation et de la Nutrition
appliquée, Secrétaire Permanent du Comité National
du Codex Alimentarius, Point Focal du Codex
Alimentarius
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la
Pêche
BP : 295 Porto-Novo
Porto-Novo
Tel.: +229 202 126 70
Fax: +229 20 21 39 63
Email: maepdana@ymail.com
yombomalete@yahoo.fr

Mrs Goussanuou Joelle VIDEHOUEOU
Coordonnatrice Projet STDF 127
Chambre de Commerce et Industrie Du Benin
01BP 6039 Cotonou
Tel.: +229 90924485/21312081
Fax: +22921313299
Email: vigjoelle@yahoo.fr

BOTSWANA

Mr Clifford Phillip T. MOTSEMME
Assistant Scientific Officer
Ministry of Health
Department of Public Health
Nutrition & Food Cordrch Division
Food Safety & Quality Management
P Bag 00269
Gaborone
Tel.: +267 363 2136
Fax: +267 390 2092
Email: cmotsemme@gov.bw

BURUNDI

Mr Bernard NIZIGYIMANA
 Director, Burundi Bureau of Standards (BBS)
 BP 3535 Bujumbura
 Tel.: +257 78 84 3 715-22 22 18 15
 Email: bnorme@yahoo.fr,
nizigiymanab@yahoo.fr

CAMEROON – CAMEROUN

Mr Jean Martin ETOUNDI
 Technical Secretary
 National Committee on Codex Alimentarius and
 Food Safety
 P. O. Box 8186
 Yaoundé
 Tel.: 00237 77 74 22 41/ 00 237 97 14 36 33
 Fax: 00 237 22 22 64 96
 Email: etoundijme@yahoo.fr

Mr Medi MOUNGUI
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Embassy of Cameroon
 Via Siracusa, 4/6 00161
 Rome
 Italy
 Tel.: +39 064403644
 Fax: +39.06.44291323
 Email: medimoungui@yahoo.fr

Dr Funkeu Roger NGAMBIA
 Chef di service
 De la Sante Publique Veteriraine
 Et de la Protection des consmmateurs
 Direction des services Veterinaires
 MINEPIA
 Tel.: +0023777958001
 Email : ngafuno@yahoo.com

Ms Laure SUKAM
 Regulatory Affairs Manager
 NESTLE/Member of CNCOSAC
 NESTLE Cameroun Bp 2622
 Cameroun
 Tel.: + 0023774636347
 Email: ndjoudjiosukom@connestle.com

**CENTRAL AFRICAN
 REPUBLIC/REPUBLIQUE
 CENTRAFRICAINE**

Mrs Constance-Felicitè ELIEN-MONGOTA
 Directrice De La Cooperation Multilaterale
 Ministère du Plan et de la Coopèration
 Internationale
 BP 696 Bangui RCA)
 Tel.: 00236 75 50 29 90
 Email: constance_fel_mangata@yahoo.fr

**DEMOCRATIC REPUBLIC OF
 CONGO/CONGO, RÉPUBLIQUE
 DÉMOCRATIQUE/CONGO REPÚBLICA
 DEMOCRÁTICA**

Dr Floribert Dibwe KALAMBA
 Point Focal Codex RDC
 Republique Democratique Du Congo
 8722 Kinshasa I BP 8722
 Tel.: +243815043580
 Email: dikalambaflor@yahoo.com

CÔTE D'IVOIRE

Mr Edmond N'DRI APIA
 Directeur des Productions Alimentaires
 Et de la Diversification
 Ministère de l' Agriculture
 BP V 84
 Abidjan 01
 Tel.: +225 20 22 24 81
 Fax: +225 20 21 90 71
 Email: ndriapia@yahoo.fr; daq@aviso.ci

Mrs Laurence SAWEGNON
 Regulatory and Scientific Affairs Manager
 Nestle Cote D'Ivoire
 01 BP 1840
 Abidjan 01
 Tel.: +225 22 40 45 68/+225 04 54 24508
 Fax: + 225 22 40 62 49
 Email: kouakoulaurence.sawegnon@ci.nestle.com

Dr Dembele ARDJOUMA
 Head of Agrochemica & Ecotoxicology
 Agrochemical & Ecotoxicology
 Email anyouma@yahoo.fr

Dr Narcisse EHOUSSOU
 Vice Président de la Chambre de Commerce et
 d'Industrie de Cote d'Ivoire, Président du Comité
 National du Codex Alimentarius
 20 BP 211 Abidjan
 Telephone : 255 01015596
 Email naicehoussou@yahoo.fr

Mr Constant BOKA
 Managing Director
 CODINORM (Cote d'Ivoire Normalisation)
 01 BP 1872
 Abidjan 01
 Tel.: + 225 20 21 55 12/+225 20 22 83 29
 Fax: + 225 20 21 56 11
 Email: codinorm@powernet.ci

ETHIOPIA – ÉTHIOPIE

Mr Aregahegn YIMER
 Quality and Standards Authority of Ethiopia
 Bole Kifle Ketema
 P. O. Box 2310
 Addis Ababa
 Tel.: 251 11 646 0567
 Email: aregahegn@gsae.org;
standards@ethionet.et

GAMBIA - GAMBIE

Mr Modou Cheyassin PHALL
 National Nutrition Agency (NaNA)
 Office of the Vice President
 PMB 162
 Banjul
 Tel.: +220 9954038
 Email: sirphall@hotmail.com

GHANA

Mr John ODAME-DARKWAH
 Ag. Deputy Chief Executive Officer
 Food & Drugs Board
 P.O. Box CT 2783
 Cantonments
 Accra
 Tel.: +233277450901
 Email: jodamedarkwa@fdbghana.gov.gh

Dr Sharon AFFRIFAH
 Regulatory Affairs Manager
 Nestle Ghana Ltd, PMB KIA
 Accra
 Tel.: +233 244 337 501
 Email sharon.affrifah@gh.nestle.com

Mr Kwamina VAN-ESS
 Lead Consultant
 Kwamina Van-Ess & Associates
 P. O. Box Ac 181
 Arts Centre
 Accra
 Tel.: + 233 244653167
 Email: kwaminav@yahoo.com

Dr Kafui KPODO
 Head, Food Chemistry Division
 CSIR-Food Research Institute
 P. O. Box M. 20
 Accra
 Telephone : +233 244 650635
 Email kpodofri@ghana.com

Mrs Charlotte Afi OHENE-MANU
 P. O. Box AN 7430
 Accra
 Tel.: + 233 663408/+ 233 24 3663344
 Email: omcharlotte@yahoo.com

Mr Peter Maxwell BINEY
 Deputy Director
 Ministry of Food & Agriculture, PPRSD
 P. O. Box M 37
 Accra
 Tel.: +233 208 161608
 Email: pmbiney@yahoo.com

Mrs Milly E. KYOFA-BOAMAH
 Deputy Director
 Ministry of Food & Agriculture/ PPRSD
 P. O. Box M 37
 Accra
 Tel.: +233 208 120721
 Email: mkyofaboamah@yahoo.co.uk

Mr Samuel Doudu MANU
 Ministry of Food & Agric. (Fisheries)
 Regional Director of Fisheries
 P.O. Box Kf8, Koforidua
 Tel.: +233 244571903/08126585

Dr Nurah GYIELE
Chief Director & Chairman of the National Codex
Committee Ghana
Ministry of food Agriculture
P.O Box M 37 Accra
Tel.: + 233 21 666 567
Email: nuragyie@yahoo.co.uk

Dr Betty BEDIAKO – AMOA
Nutrition and Food Science Department
University of Ghana, Legon
Accra
Tel.: +233 246817525/2866817525
Email: b_amo@yahoo.co.uk

Mr Vesper SUGLO
Director
Ministry of Food & Agriculture- Plant Protection &
Regulatory Services Directorate
P. O. Box M 37
Accra
Tel.: +233 244 388 275
Email jackvesper@yahoo.com

Mr Seth ODOI
Budget Analyst
Ministry of Finance & Economic Planning
P. O. Box MB 40
Ministeries
Accra
Tel.: +233 21 686195, +233 285151193
Email odoi.seth@yahoo.co.uk
Prof G. S. AYERNOR
Department of Nutrition & Food Science
University of Ghana
Legon
Tel.: +233 244 360 772/ +233 208 317196
Email: sayernor@ug.edu.gh;
sayernor@yahoo.com

Prof Daniel OBENG-OFORI
Department of Crop Science
University of Ghana, Legon
Accra
Tel.: +233-21 503907
Email: dobeng@ug.edu.gh

Mr Emmanuel ATTA PEPRAH
Chief Economics Officer
Ministry of Finance & Economic Planning
P.O. Box M. 40
Accra
Tel.: +233-21 243-429613
Email: attapep@yahoo.com

Mr Victor CLOTTEY
Quality Assurance Manager
Kasapreko Company Ltd
P. O. Box D9D No Sk 64 Spintex Road
Baatsonaaa, Accra
Tel.: +233 241483168
Email: vclottey@kasaprekogh.com

Ms Lynessa OBO-BOTCHWAY
Regulatory Affairs Officer
Accra Brewery Limited
C/o CT 2053
Cantonments
Accra
Tel.: +233 20 8467824
Email: lynessaobo@gmail.com

Mr George ADOMAKO
Snr. Export Dev't Officer
Ghana Export Promotion Council
P.O. Box M146
Accra
Tel.: +233 677256/244-791476
Email: adomakog@yahoo.com

Dr Francis KUNADU-AMPRATWUM
Deputy Director of Veterinary Services
Veterinary Services Department
P.O. Box M161
Accra
Tel.: +233 775377/242680823
Fax: +233(0)21776021
Email: kunaduampratwumfrancis@yahoo.com

Dr Felicity TONINGA
Principal Veterinary Officer
Veterinary Services Department
P.O. Box M 136
Accra
Tel.: +233208179558
Email: fotoninga@yahoo.co.uk

Prof Josephine NKETSIA-TABIRI
Director
Biotechnology & Nuclear Agriculture Research
Institute
Ghana Atomic Energy Commission
P. O. Box LG 80
Legon
Accra
Tel.: +233 244 637 057
Email: josephinetabiri@yahoo.co.uk

Mr Emmanuel Oduro OWUSU
Technical Manager
Sea Freight Pineapple Exporters of Ghana
P.O. Box 5196
Accra – North
Tel.: +233 244358/244695429
Fax: +021-244357
Email : eo_owusu@hotmail.com

Mr A. ADU-GYAMFI
Manager, Radiation Technology Centre
Ghana Atomic Energy Commission
P. O. Box LG 80
Accra
Tel.: +233 21 402286, +233 208115399
Email: adugyamfi21@yahoo.com

Mrs Eunice ADAMS
Deputy Director
Ministry of Food & Agriculture, PPRSD
P. O. Box M 37
Accra
Tel.: +233 288 227724

Dr Nii Darko ASANTE
Food Process Engineering Department
University of Ghana, Legon
Accra
Tel.: + 233 244664012
Email: ndasante@ug.edu.gh

Mrs Elizabeth H. ADETOLA
Director of Standards
Standards Division
Ghana Standards Board
P.O. Box MB 245
Accra
Tel.: +233 501937/244361208
Fax: +233-21 500231
eadetola@ghanastandards.org

Mr Charles AMOAKO
Chief Standards Officer
Ghana Standards Board
P. O. Box MB 245
Accra
Tel.: +233 21 501493/+233 208 139497
Email: camoako@ghanastandards.org

Mr J. G. A. Armah
Deputy Director
Public Health-Nutrition Department
Ghana Health Service
Tel.: +233 21 66 5001
Email: jg_armah@yahoo.co.uk

Mrs Wilhemina OKWABI
Coordinator for Infant & Young Child Feeding
Nutrition Department
Ghana Health Service
P. O. Box M 78
Accra
Tel.: +233 21 665001/ +233 244212352
Email: waokwabi@yahoo.com

Ms Odile ALISAH
Assistant Planning Officer
Ministry of Health
P.O. Box M44
Ministries
Accra
Tel.: +233 684293
Email: odilealisah@yahoo.co.uk

Ms Abena Safoa OSEI
Standards Officer
Ghana Standards Board
P.O. Box MB 245
Accra
Tel.: +233-21 500065
Fax: +233-21 500092
Email: safoaosei@yahoo.com

Mrs Alice DONYA
Ghana Standards Board
P.O. Box MB 245
Accra
Tel.: +233 20 7885611
Email: alicesid2001@yahoo.com

Mrs Cecilia ANKRAH
Dietician
Korle-Bu Teaching Hospital
Accra

Dr Paa Nii JOHNSON
Council for Scientific & Industrial Research -
Food Research Institute
P. O. Box M. 20
Accra
Tel.: +233 244-601763
Email: johnsonpaanii@yahoo.com

Dr Emmanuel OHENE
Executive Secretary
Ghana Institute of Nutrition and Food
P.O. Box LG 134
Legon
Tel.: +233244685893
Email: eafoakwa@ug.edu.gh

Mr Ben BOTWE
Deputy Chief Executive (DRUGS)
Food & Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonments
Accra
Tel.: +233 244 31 81 26
Email: benbotwe@hotmail.com

Mr Laud ADJEI
Executive Secretary
Horticulturists Association of Ghana
P. M. B. 50 AR North
Tel.: +233 208 16 0845
Email: laudadjei@hotmail.com

Mr E. O. OWUSU
Technical Manager
Sea Freight Pineapple Exporters of Ghana
P. Box 5196
Accra North
Tel.: +233 244 695 429
Email: eo_owusu@hotmail.com

Mr Anastas ANDERSON
Chief Executive Officer
Infiniti Communications Group Limited
P. O. Box MC 1939
Takoradi
Tel.: +233 31 94260, +233 244 575859
Email: adsinfinitiy@yahoo.com

Dr Ferdinand D. TAY
President
Consumers Association of Ghana
GITFC
P.O. Box TF 81
La-Accra
Tel.: +233 21 7844 61/+233 208119966
Email: consumersghana@yahoo.com

Mr Frederick AYE
Vice President
Consumers Association of Ghana
P. O. Box TF 81
Trade Fair
La-Accra
Tel.: +233 2081 40481/+2332476139208/
+233 276045020
Email sufRay2000@yahoo.com

Mr Kwaku BOATENG
Executive Officer
Consumers Association of Ghana
P. O. Box AN 6769
Accra
Tel.: +233 208 811 814
Email: beausant5@yahoo.co.uk

Mr Godwin Nana Yaw LEMGO
Regulatory Officer II
Food & Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonments
Accra
Tel.: +233 244 720761/+233 21 233 200
Email jlemgo@gmail.com

Mrs Faustina ATUPRA
Senior Regulatory Officer
Food & Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonments
Accra
Tel.: +233 21 2335100, +233 244773895
Email: faustinaatupra@yahoo.com

Ms Jocelyn Adeline LAMPTEY
Regulatory Officer
Food & Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonments, Accra
Tel.: +233 21 2335100, +233 244563764
Email: nakoshie@yahoo.com

Mr Richard Odum NYUMUAH
 Project Manager
 National Food Fortification Project
 FDB/GAIN
 P. O. Box CT 2783
 Cantonments
 Tel.: +233 244087037
 Email: nyumuah@gmail.com,
nyumuah@yahoo.com

Mr J. C. T. ARMAH
 Ag. Director Standards
 Ministry of Trade & Industry
 P. O. Box 47
 Accra
 Tel.: +233 208 8157142
 Email: charles.armah@yahoo.co.uk

Mrs Josephine Essie VAN ESS
 National President
 Association of Domestic Bursars & Matrons
 Ghana Education Service
 P. O. Box AC 481
 Arts Centre
 Accra
 Tel.: +233 208 133632, +233 243 104526
 Email: esslet@yahoo.com

Mrs Felicia BECKLEY-DZAKPASU
 National Secretary
 National Association of Domestic Bursars &
 Matrons (NADBAM)
 Ghana Education Service
 Achimota School
 P. O. Box AH 11
 Tel.: +233 208137724

Mrs Dorothy E. MBAH
 Regional Secretary
 National Association of Domestic Bursars
 (NADBAM)
 Ghana Education Service
 P. O. Box Ac 481
 Art Centre
 Accra
 Tel.: +233 2088884671, +233 24469479

Mr Nana KARIKARI
 Operations Manager
 Akwapim Poverty Projects
 P. O. Box 95
 Mamfe-Akwapim
 Tel.: +233 285 116531
 Email: akwapimprojects@yahoo.com

Mr Sam ADU-KUMI
 Principal Programme Officer
 Environmental Protection Agency
 P. O. Box MB 326
 Accra
 Tel.: +233 244 635 213, +23321 66469718
 Email: adukumisam@yahoo.com,
sakumi@epaghana.org

Mr Joseph C. EDMUND
 Senior Programme Officer
 Environmental Protection Agency
 P. O. Box MB 326
 Accra
 Tel.: +233 208168907
 Email: jedmund@epaghana.org

Prof Anna LARTEY
 Associate Professor
 Department of Nutrition & Food Science
 University of Ghana
 P. O.Box LG 134
 Legon
 Tel.: +233 21 513294
 Email: aalartey@ug.edu.gh

Mr Johanes Koku NYAGBLORDZORO
 Executive Director
 Centre for Africa Development and Progress
 P. O. Box AH 408
 La Accra
 Tel.: +233 244 739332, +233 275885794
 Email: africapprogress.org@gmail.com,
dennjok@hotmail.com

Dr Patrica BROWN
 Department of Biochemistry and Biotechnology
 Kwame Nkrumah University of Science and
 Technology, University Post Office
 Kumasi
 Fax: +233-051 60298/021 235677
 Email: kwakaib@yahoo.co.uk

Dr Firibu SAALIA
 Lecturer
 Department of Nutrition and Food Science
 P.O. Box LG 134
 Accra.
 Tel.: +233 243125566
 Email: fsaalialia@ug.edu.gh

Dr Kwaku TANO-DEBRAH
Head of Department
Department of Nutrition and Food Science
P.O. Box LG 134
Accra
Tel.: + 233244675705
Email: ktanode@ug.edu.gh

Dr Jemmy TAKRAMA
Senior Research Officer
Cocoa Research Institute of Ghana
P.O. Box 8
Tafo Akim
Tel.: +233 277431793/285328253
Email:
andy.agbove@mobilewateronline.com

Dr Richard BANI
Senior Lecturer & Vice Dean,
Faculty of Engineering Sciences
University of Ghana, Legon
Accra.
Telephone : +233 244704710
Email : rjbani@ug.edu.gh

Ms Esinam AGBLEY
Medical Representative
EIL Services Ltd
P.O. Box AN 19549
Accra – North
Telephone : + 233 244475683
Email : esinama@hotmail.com

Mrs Felicia Ibrahim ADAM
Head of Food and Agric Lab.
Ghana Standards Board
P.O. Box MB 245
Accra
Telephone : + 233-21 500065/66
Fax : + 233-21 500092
Email : feliciaibrahim@yahoo.com

Mrs Prudence ASAMOAH-BONTI
Principal Standards Officer
Ghana Standards Board
P.O. Box MB 245
Accra
Telephone : +233244361848
Fax : +233-21 500092
Email : dencycal@yahoo.com

Ms Genevieve OWUSU-ANSAH
Regulatory Affairs Assistant
Nestle Ghana Ltd.
PMB KIA
Accra.
Telephone : + 233-21 211876
Fax : + 233-21 501195
Email : genevieve.owusu-ansah@gh.nestle.com
Mr Robert A. K. NKETIA
Executive Council Member
A. G. I
P.O. Box 5999
Kumasi.
Telephone : +233-051-61597/61600
Fax : + 233-051 61596
Email : raktiaholdings@yahoo.com

Mrs Rosetta ANNAN
Retired Director MOFA /WIAD
P.O. Box KD 769
Kanda
Accra
Telephone: +233-021 911142/244329802

Mr Fred OWUSU-GYAMERA
Head of Food, Material & Chemical Standards
Department
Ghana Standards Board
P.O. Box MB245
Accra
Telephone :+233 277 405 989
Fax : +233-21 500092
Email fgyamera@ghanastandards.org

Mr Michael SENAYAH
Industrial Promotion Officer
Ministry of Trade & Industry
P.O. Box MB 47
Ministries – Accra
Telephone : +233-21 661207/244722855
Fax : +233-021 662428/65663
Email senzano2000@yahoo.com

Ms Sheila KANGBEREE
Commercial Officer
Ministry of Trade and Industry
P.O. Box MB47
Accra
Telephone: +233-021-686547/244818954
Fax : +233-021-665663
Email xnooty@yahoo.com

Mr Cephas AMETEFÉ
Technical Director
Vegetable Producers & Exporters Association of
Ghana
P.O. Box SK 167
Sogakofe
Volta Region.
Tel.: +233-021-244971439
Email: camelefe@yahoo.com

Mrs Kistina BIRITWUM
Deputy Executive Director (Commercial)
Ghana Standards Board
P.O. Box MB 245
Accra.
Fax : +233-021 500231
Email : kistinab@yahoo.com

Ms Gifty BRIGHT
Assistant Regulatory Officer
Food and Drugs Board
P.O. Box CT 2783
Cantonments
Accra.
Tel.: +233-021 207741152
Email: giftie2007@yahoo.com

Mrs Isabela Mansa AGRA
Head, Food Safety & Nutrition
Food & Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonments
Accra
Tel.: +233 244 337249
Email isabelmansa@yahoo.com

Mr. Cheetham MINGLE
Senior Regulatory Officer
Food & Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonments
Accra
Telephone : +233 08066
Email tawa_gh@yahoo.com

Dr Mohammed ALFA
Head of Department
Food & Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonments
Accra
Tel.: +233 244 33 7247
Email: Mushalfa107@yahoo.co.uk

Mr Benjamin OSEI TUTU
Regulatory Affairs Officer II
Food & Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonments
Accra
Tel.: +233 21 233 200/ 235100
Email: otumfuo2@yahoo.com

Ms Abena Wirekoa NKRUMAH
Regulatory Affairs Officer II
Food & Drugs Board
P. O. Box CT 2783
Cantonments
Accra
Tel.: +233 21 233 200/ 235100
Email: awnkrumah@fdb.gov.gh

Mr Knutsford ASIAHMAH
Chemist
Nestle Ghana Ltd
P. O. Box 8350
Tema
Tel.: +233 245 379436
Email: knutsford.asiamah@gh.nestle.com

Mr Michael COFIE
Chief Executive Officer
Universal Agro. Procc.
P.O. Box 091
Accra-North
Tel.: 233-021-249877081
Email: cofie@execs.com

Mr Julius GAVOUR
Laboratory Technologist
Ghana Standards Board
P.O. Box MB 245
Accra.
Tel.: +233-021-277708029
Email: gavorj@yahoo.com

Mr Ambasaki Eric OFOE
Snr. Technologist
Ghana Standards Board
P.O. Box MB245
Accra.
Tel.: +233 244994484
Email: ericambasaki@yahoo.com

Mr Ebenezer Kofi ESSEL
Senior Regulatory Officer
Ag. Head, Food Inspectorate Dept.
Food and Drugs Board
P.O. Box CT 2783
Cantonments
Accra
Tel.:+233 244655943
Email: kooduntu@yahoo.co.uk

Ms Gloria ASUM-KWARTENG
Assistant Regulatory Officer
Food & Drugs Board
P.O. Box CT 2783
Cantonments
Accra.
Telephone :+233 242649156
Email akosuakwarteng@yahoo.com

Ms Marian GATIBA
Assistant Regulatory Officer
Food & Drugs Board
P.O. Box CT 2783
Cantonments
Accra.
Telephone:+233-21 2463089611
Email magat12001@yahoo.com

Mr Andrew Yao AGBOVE
Magvlyn Industries Limited
P.O. Box 0413
Osu – Accra
Telephone: +233-21 285328253
Email andy.agbove@mobik-wateronline.com

Mr Abubakar SALIA
University Science & Technology
P.O. Box KN 510
Kumasi
Tel.:+0247960450
Email: salleasu2008@yahoo.com

Mr Kareem DAARI
Lecturer/HOD Community Nutrition
University for Development Studies (UDS)
Tamale
Tel.:+233-24-3216314
Email: kareemdaari@yahoo.com

Mr Salia ABUBAKAR
Secretary, Students Representative Council
Kwame Nkrumah University of Science &
Technology
P. O. Box 510
Kumasi
Tel.: +233 24 79 60450
Email: saleabu2008@yahoo.com

Mrs Gloria Aba ARYEE
Food Regulatory Officer
Food & Drugs Board
P.O. Box CT 2783
Cantonments
Accra
Tel.:+233-243089522
Email: ampaabagh@yahoo.com

Dr Nicholas A. De HEER
Consultant in Public Health Medicine & Nutrition
Former Vice Chairman Joint FA)/WHO Codex
Alimentarius Commission (1969-72)
P. O. Box KD 385
Kanda, Accra
Telephone: +233 21 77 6627

Mr Jonathan Akwei PAPPOE
Assistant Regulatory Officer
Food and Drugs Board
P.O. Box CT 2783
Cantonments
Accra
Tel.: +233-243602601
Email: jonathanakweipappoe@yahoo.com

Ms Lynessa OBO-BOTCHWEY
Regulatory Affairs Officer
Accra Brewery Limited
Accra
Telephone:+233-208467824
Email lynessaobo@gmail.com

Ms Maria LOVELACE-JOHNSON
Head, Food Safety Management Unit
Food and Drugs Board
P.O. Box CT 2783
Accra.
Tel.: +233 208115619
Email: mariluv2004@hotmail.com

Ms Maureen LARTEY
 Snr. Regulatory Officer
 Food & Drugs Board
 P.O. Box CT 2783
 Cantonments
 Accra.
 Tel.: +233-244673336
 Email: naadeilartey@yahoo.com

Mr Isaac ACQUAH
 Research Assistant
 University of Ghana
 P. O. Box MP 214
 Mamprobi
 Accra
 Tel.: +233 243515436

Ms Golda Elorm KUDALOR
 Teaching Assistant
 Department of Nutrition and Food Science
 University of Ghana
 Legon
 P. O. Box CE 11945
 Tema
 Tel.: +233 249172313
 Email: ulorm@yahoo.co.uk

GUINEA - GUINÉE

Mr Mamadou Saidou DIALLO
 Directeur Général Adjoint
 Institut Guinéen de Normalisation et de
 Metrologie (IGMM)
 Conackry
 Tel.: +00224 60723016/64360409
 Email: diallob@yahoo.fr

Mr Mamadou Pathé DEING
 Regulatory and Scientific Affairs manager
 Nestle Guinea
 National Codex Committee
 4109
 Conakry
 Tel.: +224 63 35 57 21
 Email Mamadou-Pathe.Deing@gn.com

GUINEA BISSAU – GUINÉE-BISSAU

Mr Injia Julio MALAM
 Directeur de Service de la Protection
 Vegetaux/Point Focal de Comité National du Codex
 Alimentarius
 Ministère de l'Agriculture et Développement Rural
 B. P. 71
 Bissau
 Tel.: 00245 662 11 82
 Fax: 00245 322 10 19
 Email: julioinjai@hotmail.com

KENYA

Mrs Eva Adeg ODUOR
 Director-Standard and International Trade
 Division
 Kenya Bureau of Standards
 P.O Box 54914 00200
 Nairobi
 Tel.: +254 02 605490
 Fax: +254 02 609660/604031
 Email: info@kebs.org/
oduore@yahoo.com/oduore@kebs.org

Ms Alice Okelo ONYANGO
 Manager-National Codex Department (NCCP)
 Kenya Bureau of Standards
 Box 549 74, 00200
 Nairobi
 Tel.: +254 020 605 490
 Fax: +254 020 609660/604031
 Email: info@kebs.org; akothe@kebs.org;
johnogweno1991@yahoo.com

Mrs Sahara Sheikh ALI
 Public Health Officer
 Ministry of Public Health and Sanitation
 P. O. Box 30016-00100
 Nairobi
 Tel.: +254 2717077
 Fax: +254 2710055
 Email zash06@yahoo.com

Dr Rhonest NTAYIA
 Head, Quality Assurance and Food Safety
 Kenya Plant Health Inspectorate Services (KEPHIS)
 P. O. Box 49592 00100
 Nairobi
 Tel: +254 20 3536171
 Fax: +254 20 9536175
 Email: ntayia@kephis.org

LESOTHO

Dr Masekonyela SEBOTSA
 Director
 Food and Nutrition Coordinating Office
 Private Bag A78
 Maseru
 Tel.: +266 22 323 716
 Fax: +266 22 322179
 Email: sebotsa@ananzi.co.za

LIBERIA

Prof Moses P. ROBERTS Snr.
 Assistant Minister for Industry
 Ministry of Commerce and Industry
 Monrovia, Liberia
 Tel.: 231 64 07 229
 Email: gbagiya@yahoo.com

MADAGASCAR

Mr Francis Hervé RAKOTONDRAVONY
 Chimiste
 Laboratoire de Contrôle des Pesticides
 Président du Comité National du Codex
 Alimentarius
 BP 1042 Nanisana
 Antananarivo – 101
 Tel.: +261 20 2240209/+ 261 32 02 58 88 6
 Email : spcplabo@moov.mg

MALAWI

Mr Fred SIKWESE
 Director – Standards Development
 Malawi Bureau of Standards
 P.O. Box 946
 Blantyre
 Tel.: +265 8534221
 Fax: +265 1 870 756
 Email; fsikwese@mbsmw.org

Mr Friday NJAYA
 Chief Fisheries Officer Planning
 Fisheries Department
 Ministry of Agriculture & Food Security
 P.O. Box 593
 Lilongwe
 Tel.: + 265 1788103
 Email: njaya@sdp.org.min

Mrs Esnat MSISKA
 Environmental Health Officer
 Lilongwe City Assembly (Malawi)
 P.O. Box 30396, Lilongwe 3
 Malawi
 Tel.:+2651 773144/2659303374
 Email: esnatmsiska@yahoo.com

MALI

Mr Toure OUSMANE
 Directeur Général de l'Agence Nationale de la
 Ministère de la Santé
 Quartier du Fleuve, Centre Commercial, Rue 305,
 B.P E 2362
 Bamako
 Tel.: +223 20 22 0754/20230183
 Fax: + 223 20 22 07 47
 Email: oussou_toure@hotmail.com

Dr Mohamed DIARRA
 Regulatory & Scientific Affairs Manager
 Neslé Raco
 Neslé Raco Société de Représentation S. A.
 Bureau de liaison du Mali
 BPE : 3414-Bamako
 Tel.: +223 2021 01 53
 Fax: +223 2021 15 80
 Email Mohamed.Diarra@ml.nestle.com

Dr Sekouba KEITA
 Chef de Division Appui Scientifique et Technique a
 L'Elaboration de la Réglementation/Documentation
 Direction générale de l'Agence nationale de la
 Sécurité sanitaire des aliments
 Bamako
 Tel.: + 223 229 04 08
 Fax: + 223 222 07 47
 Email : sekokake@yahoo.fr

Mr Mahmoud Abdoul CAMARA
 Chargé du Secretariat du Codex du Service
 Central de Liaison du Codex pour le Mali/Agence
 Nationale de la Sécurité des Aliments
 Ministère de la Santé/Agence Nationale de la
 Sécurité Sanitaire des Aliments
 Quartier du fleuve, Centre Commercial
 Rue 305, BP E2362
 Bamako
 Fax: (223) 20 22 07 47
 Email: camara27@hotmail.com

Mr Samounou BADOU
 President REDECOMA (Mali)
 REDECOMA
 B 7006 Bamako
 Tel.: +00223-20-20-5478/66791393
 Email: neonecoma2002@yahoo.fr

MOROCCO - MAROC

Mrs Bardach JEMAA
 Ministry of Agriculture
 Av. Hassan II Station Dbagh
 DPVCTRF BP 1308
 Rabat
 Tel.: + 21237298150
 Email: barbachj@yahoo.fr

NIGER

Mr Dioffo Alahouynouma SALOU
 Nutritionniste
 Direction de la Nutrition au Ministère de la Santé
 Publique
 BP 623
 Niamey
 Tel.: +227 96 566866
 Fax: +227 20 733570
 Email: dioffosalou@yahoo.fr

NIGÉRIA

Mr John Chukwuemeka URUAKPA
 Assistant Chief Scientific Officer (Food Safety)
 Federal Ministry of Health
 Tel.: 08057990063
 Email: juruakpa@yahoo.com

Mr Nuhu Adamu KILISHI
 Assistant Chief Agric Officer
 National Food Reserve Agency (NFRA)
 Fed. Min. of Agriculture
 Abuja
 Tel.: 08055937101
 Fax: 08035916885
 Email: nakilishi@yahoo.co.uk

Dr Yaya OLANIRAN
 Permanent Representative to FAO
 Federal Government of Nigeria
 Embassy of Nigeria
 Via Cassiodoro2/C
 00193 Rome
 Italy
 Tel.: +39 066896093
 Fax: +39 066877840
 Email: nigeriapermrep@email.com

Mrs Jane O. OMOJOKUN
 Deputy Director
 National Agency for Food & Drug Administration
 & Control (NAFDAC)
 ¾ Oshodi-Apapa Exessway
 Lagos
 Tel.: +2348033338184/+23414772453
 Email: janeomojokun@yahoo.com

Mr Abimbola Opeyemi ADEGBOYE
 Assistant Chief Regulaory Officer
 National Agency for Food & Drug Administration
 & Control (NAFDAC)
 ¾ Oshodi-Apapa Expressway
 Lagos
 Tel.: +234805 3170810
 Email: bimbostica@yahoo.com

Mr Fred Nduka CHIAZOR
 Scientific & Regulatory Affairs Manager
 Coca-Cola Nigeria Ltd.
 16, Gerrard Road, Ikoyi
 Lagos
 Tel.: +2348035352226
 Email: fchiazor@afr.ko.com

Mrs Margaret OLELE
 GM-Marketing/Public Relations
 West African Seasoning Com. Ltd.
 37 Creek Road Apapa
 Lagos
 Tel.: +017769603
 Email: magaretolele@gmail.com

Mr Abiola KOMOLAFE
Deputy Director
Standards Organization of Nigeria
14, MISSOURI STREET, Maitama District
Abuja
Tel.: +2348023288411
Email: abikomos@yahoo.com

Mrs Y.E.M. AKINLABI
Chief Standards Officer
Standards Organization of Nigeria
14, Victoria Arobieke St
Tekki Phase I
Lagos
Telephone: +2348033139563
Email yeside_makinlabi@yahoo.co.uk

Dr Olusola A. FAKANKUN
Scientific & Regulatory Affairs Manager
Nestle Nigeria PLC
P.M.B. 21164
Ikeja
Lagos, Nigeria
Telephone: + 2348034020242
Email olnsola.fakankun@ng.nestle.com

Mrs Veronica Nkechi EZEHI
Chief Scientific Officer
National Biotechnology Dev. Agency
Nigeria
16 Dunukofia St. (Former CAC Office)
Area 11 Garki
Abuja – Nigeria
Tel.: + 2348033134729
Email: nkhuuu@yahoo.com

Mr Njoku Louis OKECHUKWU
Deputy Director
Standards Organisation of Nigeria
52 Lome Crescent, Wuse Zone 7
Abuja
Tel.: + 2348023258335
Email: lonjoku@yahoo.com

RWANDA

Prof Anastase KIMONYO
Director General
Rwanda Bureau of Standards
P.O. Box 7099
Kigali
Tel.: +00250-788808023
Email: kimomyo@rbs.org.rw

SENEGAL - SÉNÉGAL

Mr Diakhaidia DIARRA
Nutritionniste Coordinateur
Comité National du Codex
Division de l'Alimentation, de la Nutrition et de La
Survie de l'Enfant (Danse)
Ministère de la Santé et de la Prévention Médicale
BP 10604 Dakar Liberté
Tel.: +221 776383456
Fax: +221 825 08 49
Email: diakhay53@yahoo.fr
Ms Khady DIA
Regulatory & Scientific Affairs Manager
Nestle Senegal
KM 14 Route De Rufisque BP 796
Dakar
Tel.: + 221 77 562 18 83/+221338398300
Fax: + 221 33 834 17 02
Email: khady.dia@nestle.com

SIERRA LEONE

Ms Sylvetta SCOTT
Charman National Codex Committee/
Programme Manager food & Nutrition
Ministry of Health and Sanitation
Room E403,
4th Floor Youyi Building, Brookfields
Freetown
Tel.: +076622705
Email: omoscott@hotmail.com

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Mr Malose Daniel MATLALA
Deputy Director
Inter-agency & Regulatory Nutrition
National Codex Contact Point
Department of Health
Private bag X828
Pretoria 0001
Tel.: +27 12 3120158
Fax: +27 12 3123162/3180
Email: CACPSA@health.gov.za

Ms Shirley DU PLESSIS
Senior Medical Natural Scientist
Department of Health
Private Bag X828
0001, Pretoria
Tel.: +2712 312 0132
Fax: +2712 312 3162
Email dupless@health.gov.za

Mr Albert SMITH
Deputy Director: Food Safety & Quality Assurance
Department of Agriculture
Private Bag X5015, Stellenbosch, 7599
Cape Town
Tel.: +27 21 809 1718
Fax: +27 21 887 0036
Email AlbertS@nda.agric.za

Mr France MAHLANGU
Assistant Director: Food Safety & Quality Assurance
Department of Agriculture
Private Bag X343
0001Pretoria
Tel.: +27 12 319 7894
Fax: +27 12 319 7893
Email: FranceM@nda.agric.za

Mr Deon Charles JACOBS
Principal Inspector
National Regulator for Compulsory Specifications (NRCS)
14 Railway Road, Montgue Gardens
P. O. Box 36558, Chempet, 7442
Cape Town
Tel.: +27 021 526 3400
Fax: +27 021 526 3451
Email: JACOBSDC@NRCS.ORG.ZA

Mrs Penelope CAMPBELL
Deputy Director: Food Control
Department of Health
Private Bag X828
0001 Pretoria
Tel.: +27 12 312 0159
Fax: +27 12 312 3162/3180
Email campbp@health.gov.za

Mr Simtholile MTHEMBU
Regulatory Affairs Specialist
Nestle (South Africa) (Pty) Limited
International Non- Governmental Organization
P. O. Box 50616
Randburg, 2125
Tel.: +27 118896887
Fax: +27 118896036
Email: simttholile.mthembu@za.nestle.com

SWAZILAND - SWAZILANDIA

Ms Dudu DUBE
Snr. Health Inspector
Ministry of Health
P.O. Box 5
Mbabane
Swaziland
Tel.: +268 6629280
Email: duduzdube@yhoo.co.uk

UNITED REP. TANZANIA - TANZANIE, RÉPUBLIQUE-UNIE DE

Dr Claude John Shara MOSHA
Chief Standards Officer (Food/ Feed Safety & Quality)
Tanzania Bureau Of Standards
P.O Box 9524 Dar Es Salaam
Tel.: +255 713 32 44 95
Fax: +255 22 245 09 59
Email: cjmoshar@yahoo.co.uk;
claude.mosha@tbs.or.tz
Mr Raymond Nicholas WIGENGE
Ag. Director Food Safety
Tanzania Food & Drugs Authority
P.O. Box 77150
Dar-Es-Salaam
Tel.: + 255-22-2450512/255754286094
Email raywigenge@yahoo.com

TOGO

Dr Kazia TCHALA
Togo Contact Point
ITRA
P.O. Box 1163
Lome – Togo
Tel.: +002289023325
Fax: +002282251559
Email kadziatchala@yahoo.com
codextogo@yahoo.fr

Mr Nayo ANKOU WILLIM
Chief Hygiene and Sanitation
Ministry of Health
13 B.P. 221
Lome Agoe
Tel.: +00228-2210907/9084765
Email: awinayo@yahoo.fr

UGANDA - OUGANDA

Mr Benon KYOKWIJUKA
Ministry of Agriculture, Animal Industry fishers
Box 102 Entebbe
Tel.: + (256) 41 32 0578
Email: benonkyokwijuka@yahoo.com

Ms Kabirisi HOPE
Special Presidential Assistant (Sci. &Tech.)
State House
Uganda
Tel.: +256 772 50 56 46 ; +256414234522 (0)
Fax: +256 41 43 43 272
Email: kabirisih@yahoo.co.uk

ZAMBIA - ZAMBIE

Mr Delphin M. KINKESE
Chief Environmental Health Officer
Food Safety & Occupational Health
Ministry of Health
P.O. Box 30205
Lusaka
Tel.: + 260978740497
Email: donkinkese@gmail.com

OBSERVER COUNTRIES PAYS OBSERVATEURS

ALGERIA - ALGÉRIE

Mr Noredine HARIDI
Chief Inspector of Quality
Ministry of Trade (ALGERIA)
Zerhouni Mokhtar EL-Mohamadia
(Er.la Bannamise)
Tel.: 0021321890589/0021321890034
Email: hn-hour@hotmail.com

EGYPT - ÉGYPTE

Mr Ahmed A GABALLA
Scientific & Regulatory Affairs Manager
Atlantic Industries
Atlantic Industria, Free Zone, Nasr city, Cairo
Tel.: + 202 271 88 20
Email: agaballa@mena.ko.com

SUDAN - SOUDAN

Mr Abbas Siddig EL FADIL
Director of Regional Training Center for Meat
Hygiene
Ministry of Animal Resources
Tel.: 0185 20 05 50
Fax: 01 85 20 05 02

Dr Elfadol Elobeid. M. ALI
Director of Environmental Health and Food Control
Administration
Federal ministry of Health
Sudan Khatoum
P.O. Box 303
Khartoum
Tel.: +00249915595636
Email: fadolobeid@yahoo.com

BRAZIL

Mr Felipe Haddock Lobo GOULART
Second Secretary
Ministry of External Relations of
Brazil/Permanent Representation of Brazil to FAO
Via Santa Maria Dell' Animt 00186
Tel.: 39066789353
Email: fgovlart@brafao.it

UNITED STATES OF AMERICA ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

MR Paulo ALMEIDA
Assistant Manager
U.S. Codex Office
Washington, DC
United States of America
Tel.: +202 690 4042
Fax No.: +120227203157
Email: Paulo.almeida@fsis.usda.gov

Ms Renee HANCHER
 Standards Coordinator
 Market Access and Compliance
 U.S. Dept of Commerce
 International Trade Administration
 1401 Constitution Avenue
 Room 3029-b
 Washington, D.C. 20230
 U.S.A
 Telephone +2024823493
 Fax: +2024825939
 Email Renee.Hancher@mail.doc.gov

Ms Karen BURESS
 Senior International Trade Specialist
 U.S. Department of Commerce
 International Trade Administration, Office of Africa
 1401 Constitution Avenue, Room 2037
 Washington, DC 2030
 Tel.: +2024824484
 Email: Karen_buess@ita.doc.gov

UN SYSTEM

WORLD TRADE ORGANISATION

Mr Panos ANTONAKAKIS
 Economist
 WTO
 154 rue de Lausanne
 1211 Geneva
 Switzerland
 Tel.: +4122 7395644
 Email: panos.antonabakis@wto.org

INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS/ ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

AFRICAN UNION

Dr Medhat EL-HELEPI
 Economist and Project Coordinator
 AU Interafrican Bureau for Animal Resources
 (AU/IBAR)
 Kenindia Business Park Building, Museum Hill,
 Westlands Road
 P. O. Box 30786-00100
 Nairobi, Kenya
 Phone: +254 20 3674 203,
 +254 20 3674 000, +254 0736161034
 Fax: +254 20 3674 341
 E-mail medhat.elhelepi@au-ibar.org,
medhat.magdi@gmail.com

Dr Sarah A.H. OLEMBO
 Snr. Policy Officer
 Agricultural Health & Food Safety
 African Union Commission
 P.O. Box 3243
 Addis Ababa
 Ethiopia
 Tel.: + 251-0911-541574
 Email: ahono_olemboh@gmail.com

INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS/ ORGANISATIONS NON- GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES

INTERNATIONAL COUNCIL OF BEVERAGES ASSOCIATION

Mrs Jemimah MAMBALA
 Coca-Cola East Central Africa
 PO Box 30134
 Nairobi – 00100
 Kenya
 Tel.: 3253518
 Email: jmambala@ufr.ko.com

Ms Sibongile CHIUMYA
Coca-Cola South Africa
9 Junction Avenue
Parktown 2193
PO. Box 9999
Johannesburg 2000
South Africa
Tel.: +27 11 644 05 44
Email: schiumya@afri.co.za

Mr Jean Paul ARNAUD
The Coca-Cola Company
One Coca Cola Plaza – NAT340
30313 Atlanta-GA
U.S.A.
Tel.: + 1.404-616-7233
Email: jarnaud@na.co.com

INDUSTRY COUNCIL FOR DEVELOPMENT

Mr Benjamin Kumah MINTAH
ICD Associate
ICD-UGL Food Safety & Nutrition
Training Centre
Department of Nutrition & food Science
University of Ghana, Legon
Accra, Ghana
Tel.: +233-24-4713963
Email: icdugl@ug.edu.gh;
industrycouncil@btinternet.com

VICE CHAIRPERSON OF THE CODEX ALIMENTARIUS COMMISSION

Dr Ben MANYINDO
Deputy Executive Director – Technical
Uganda National Bureau of Standards
M 217 Nakawa Industrial Area
P.O. Box 6329
Kampala
Uganda
Tel.: +256 772 51 68 48
Fax: +256 414 286 123
Email: ben.manyindo@unbs.go.ug

FAO

Ms Catherine BESSY
Nutrition Officer
Nutrition and Consumer Protection Division
Food and Agriculture Organization
Via delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Italy
Tel.: +39 06 5705 3679
Fax: +39 06 5705 4593
Email: catherine.bessy@fao.org

Dr Cheikh NDIAYE
Senior Food and Nutrition Officer
Regional Office for Africa
FAO Building
Gamal Abdul Nasseer
P O Box 1628 Accra
Ghana
Tel.: + 233 21 701 09 43
Email: cheikh.ndiaye@fao.org

Mr Georges CODJIA
Food and Nutrition Officer
Sub Regional Office for Southern and East Africa
6th and 11th Floor Old Mutual Centre
CNR. Jason Moyo Avenue/3rd Street
Harare
Zimbabwe
Tel.: + 263 4 253 248
Email: georges.codjia@fao.org

Ms Rene WRIGHT
Policy Officer
FAO
P.O. Box 1628
Accra
Tel.:+ 233-021 244379612
Email: rene.wright@fao.org

Dr Dembele ARDJOUA
 Consultant FAO
 Head of Agrochemical and Ecotoxicology
 Laboratory
 04 BP612 Abidjan 04
 Côte D'Ivoire
 Tel.: +225 21243995
 Email: ardjouma@yahoo.fr
 Ms Mildred Naa-Ayele MENSAH
 Consultant
 FAO
 FAO Regional Office for Africa
 Accra
 Tel.: + 233-277601498
 Email: mildemencon@yahoo.com

Mr Attaher MAIGA
 Policy Officer
 FAO
 C/o FAO Regional Office for Africa
 Accra
 Tel.: +233-021 675000
 Email: attaher.maiga@fao.org

WHO

Dr Patience MENSAH
 Regional Advisor
 Food Hygiene
 Regional Office for Africa
 Cité de l'OMS Djoué
 P O Box 06 Brazzaville Congo
 Tel.: + 47 241 39775
 Fax: + 47 241 39501/3
 Email: mensahp@afro.who.int

Mr Daniel KERTESZ
 WHO Country Representative
 29 Volta St.
 P.O. Box MB 142
 Accra
 Ghana
 Tel.: +233-021 244342200
 Email: kerteszd@gh.afro.who.int

Ms Catherine MULHOLLAND
 Administrator FAO/WHO Project and Fund for
 Enhanced Participation in Codex
 (Codex Trust Fund)
 Department of Food Safety, Zoonoses and
 Foodborne Diseases (FOS)
 World Health Organization (WHO)
 20 Avenue Appia
 CH-1211 Geneva 27
 Switzerland
 Tel.: +41227913080
 Fax: +41227914807
 Email: mulhollandc@who.int

Mrs Akosua Takyiwaa KWAKYE
 Program Officer/Nutrition
 World Health Organization
 29 Volta St.
 P.O. Box MB 142
 Tel.: +233 24 33 16 706
 Accra
 Email: kwakyea@gh.afro.who.int

GHANAIAN SECRETARIAT SECRETARIAT DU GHANA

Ms Genevieve Ofosuhemaa BAAH
 Codex Contact Point Officer
 Ghana Standards Board
 P.O. Box MB-245 Accra
 Tel.: +233 21 501 937
 Fax No: +233 21 500 092
 Email : gsbnep@ghanastandards.org

Mr. John OPPONG-OTOO
 Codex Contact Point
 Ghana Standards Board
 P.O. Box MB 245
 Accra.
 Tel.: +233-243785375
 Email: joppong-otoo@ghanastandards.org

**CODEX SECRETARIAT
SECRÉTARIAT DU CODEX**

Ms Verna CAROLISSEN
Food Standards Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Food and Agriculture Organization (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Italy
Tel.: +39 06 5705 5629
Fax: +39 06 5705 4593
Email: verna.carolissen@fao.org

Ms Noriko ISEKI
Senior Food Standards Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Food and Agriculture Organization (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Italy
Tel.: +39 06 5705 3195
Fax: +39 06 5705 4593
Email: noriko.iseki@fao.org; isekin@who.int

Mr Ymshik LEE
Food Standards Officer
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Food and Agriculture Organization (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Italy
Tel.: +39 06 5705 5854
Fax: +39 06 5705 4593
Email: ymshik.lee@fao.org

Ms Valeria SCORZA
Codex Secretariat
Joint FAO/WHO Food Standards Programme
Food and Agriculture Organization (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Italy
Tel.: +39 06 5705 2221
Fax: +39 06 5705 4593
Email: valeria.scort@fao.org

ANNEXE II

OBJECTIF GLOBAL: Renforcer le rôle du CCAFRICA et rehausser sa participation et son efficacité au sein de la Commission du Codex Alimentarius et de la région africaine du Codex

ÉCHÉANCIER: 2007-2013

Objectif 1: Favoriser une communication effective et dynamique entre les membres du CCAFRICA et d'autres régions, d'autres membres du Codex, le Secrétariat du Codex et d'autres organisations concernées

Actions	Domaines prioritaires et actions	Parties responsables	Échéancier	Indicateurs d'objectifs vérifiables	Mécanisme de suivi des progrès	Hypothèses
1.1 Accroître l'utilisation des systèmes de communication électronique dans les pays de la région et encourager l'élaboration d'une page Web pour chaque Service central de liaison avec le Codex.	Encourager la mise au point de sites web pour chaque Service central de liaison avec le Codex - avoir une présentation type. - insérer des précisions sur la composition des Services centraux de liaison avec le Codex, les apports et mettre à jour la base de données relative au système national de contrôle des aliments. Demander à l'UA d'accueillir le	Pays membres de la région	De janvier 2009 à 2010	Sites web opérationnels dans les points de contact du Codex des pays membres d'ici décembre 2008	Déterminer la fréquence d'utilisation des communications électroniques par rapport à d'autres formes de communication	Tous les points de contact du Codex sont opérationnels

	site web					
1.2 Encourager les pays membres à mettre à jour continuellement les coordonnées des Services centraux de liaison avec le Codex auprès du Secrétariat du Codex.	Chaque pays doit mettre à jour et de façon continue, les coordonnées pour faciliter la communication et d'en informer le Secrétariat du Codex et le Coordonnateur régional	Pays membres de la région	Annuel	Mises à jour des coordonnées transmises au Coordonnateur tous les six mois	Les membres doivent mettre en copie le Coordonnateur lorsqu'ils envoient une mise à jour des coordonnées du point de contact national afin qu'il puisse rassembler les informations	Point de contact du Codex opérationnel
1.3 Organiser un forum virtuel ayant comme objectif principal l'échange d'informations préalable aux réunions du Codex, aussi bien entre les membres du CCAFRICA qu'avec d'autres comités régionaux de coordination ou autres membres du Codex.	Dans un premier essai, initier et expérimenter l'opération par un 1 ^{er} thème de débat en retenant l'approche avec le Coordonnateur comme modérateur	Coordonnateur	À partir de janvier 2009	Archives des informations échangées lors des sessions sur le forum virtuel	Déterminer le nombre de réponses sur le forum virtuel avant les réunions du Codex	Systèmes disponibles pour l'organisation de sessions sur le forum virtuel. Preuves de l'utilisation du forum virtuel, notamment en ce qui concerne les discussions ayant lieu avant et après les sessions du Comité du Codex
1.4 Mettre en place un mécanisme d'échange d'informations et d'expertise entre les Services centraux de liaison avec le Codex et/ou comités nationaux du Codex dans les pays de la région.	-Créer des possibilités d'échanges d'expérience entre les pays de la même région. Il y a une possibilité d'être appuyé par les Fonds Fiduciaires	FAO/OMS et pays membres de la région	À partir de février 2008	Rapports des pays sur les réunions des parties prenantes ou des réunions du Comité national du Codex. Les données que les organisations concernées fournissent concernant la base de données sur les travaux effectués et l'expérience acquise, doivent être téléchargées sur le site web national.	Le Coordonnateur doit être mis en copie des informations échangées entre les pays	

Objectif 2: Obtenir une participation active et effective de tous les pays de la région à la Commission du Codex Alimentarius et à ses organes subsidiaires, notamment au CCAFRICA¹⁸						
2.1 Mener des actions à l'endroit des responsables nationaux concernés pour faire en sorte que les activités du Codex bénéficient d'un rang de priorité plus élevé et d'un soutien accru.	Mener des programmes de sensibilisation aux échelles nationale et régionale - insérer des programmes de plaidoyer à l'intention des responsables politiques, des parlementaires, des décideurs. - consultant pour la préparation de documents/matériel de plaidoyer, de préférence à l'échelle nationale pour tenir compte des différences nationales. - délégation spéciale en vue de présentations aux réunions régionales FAO/OMS du Codex, aux	Coordonnateur /Pays membres de la région	À partir de janvier 2008	Fourniture annuelle de preuves, documents à l'appui, de la collaboration de personnalités politiques, d'ONG, de parlementaires et de la production de résultats au niveau national	Demandes de rapports annuels des Comités nationaux du Codex, rapport pour inclure des informations sur les activités des Comités nationaux du Codex	Fonds disponibles pour organiser des ateliers pour des responsables politiques

¹⁸ Pour assurer une participation efficace au Comité de coordination, toutes les parties prenantes doivent se sentir concernées, mais elles doivent pour ce faire avoir été sensibilisées/informées.

	<p>organes économiques régionaux et également à l'UA.</p> <p>-Élaborer un rapport annuel de 2008 concernant la participation des membres aux différentes réunions du Codex en ressortant la part de prise en charge par l'administration publique, le secteur privé et le Fonds fiduciaire</p> <p>-Que les pays qui peuvent le fournir des éléments de 2008 le fassent</p>					
<p>2.2 Chercher des aides financières auprès des sources possibles de soutien des activités du Codex (fonds fiduciaires, OMS, FAO, PNUD, organisations internationales, etc.).</p>	<p>-Élaborer un rapport annuel de 2008 concernant la participation des membres aux différentes réunions du Codex en ressortant la part de prise en charge par l'administratio</p>	<p>Pays membres de la région</p>	<p>À partir de juin 2009</p>	<p>Les CNC doivent disposer de plans documentés pour solliciter des fonds par l'intermédiaire d'ateliers, d'appels, etc., et prise en compte des sommes reçues</p>	<p>Rassembler des informations sur les activités de mobilisation de fonds des CNC (à inclure dans le rapport annuel)</p>	

	n publique, le secteur privé et le Fonds fiduciaire -Que les pays qui peuvent fournir des éléments de 2008 le fassent					
2.3 Solliciter une collaboration pour la traduction des informations pertinentes en anglais, arabe et français.	-Créer un échange électronique pour partager les expériences de chaque pays en matière de traduction en élaborant une liste de traducteurs potentiels par type de langue	Pays membres de la région/ FAO/OMS	À partir de juin 2009	Liste des collaborateurs prêts à contribuer aux tâches de traduction	Évaluer les traductions effectuées à partir de l'anglais, du français et de l'arabe et vers ces langues	
2.4 Constituer des groupes de travail chargés d'examiner les aspects stratégiques des activités du Codex.	-Continuer à solliciter la tenue d'atelier en marge de la réunion du CCAFRICA	Coordonnateur	À partir de juin 2009	Données concernant la base de données d'experts et les recherches effectuées	Déterminer le nombre de groupes de travail établi	Pays souhaitant fournir des informations au Coordonnateur
2.5 Impliquer tous les pays de la région dans les activités du CCAFRICA.		Coordonnateur	À partir de juin 2008	Points de contact du Codex établis dans les pays de la région	Comparer le nombre de points de contact du Codex, janvier 2009 étant le point de référence	Les pays s'engagent au plan national à établir des points de contact du Codex
2.6 Combiner les sessions du CCAFRICA avec d'autres séminaires et ateliers sur la sécurité des aliments et les questions intéressant la région.		Coordonnateur FAO/OMS	À partir de juin 2008	Rapports de séminaires et d'ateliers organisés conjointement avec le CCAFRICA	Déterminer le nombre d'ateliers et de séminaires organisés	Fonds disponibles pour les ateliers et les séminaires

2.7 Encourager les pays ayant des intérêts communs à coordonner leurs positions et à les présenter comme position du groupe aux réunions des comités du Codex.		Pays membres de la région	À partir de juin 2008	Informations sur les réunions Rapports conjoints et communication avec les pays avant chaque réunion du Codex	Déterminer le nombre de questions qu'au moins deux pays membres présentent avec une position commune	Position établie avant la réunion et partagée avec des pays
2.8 Apporter un appui aux pays de la région pour l'organisation des événements liés au Codex.		FAO/OMS	À partir de juin 2008	Rapports des activités entreprises et des événements ayant eu lieu	Évaluer le nombre d'événements liés au Codex organisés avec l'appui de la FAO et de l'OMS	La FAO et l'OMS fournissent les fonds
Objectif 3: Favoriser le développement et le renforcement des capacités des comités nationaux du Codex et/ou des points de contact du Codex dans les pays membres de la région						
3.1 Identifier les besoins de renforcement des capacités avec d'autres organisations et rechercher des possibilités de financement.	Établir un comité national du Codex pour les États Membres qui ne sont pas actuellement dotés de services centraux de liaison avec le Codex. - renforcer les structures des Services centraux de liaison avec le Codex existants. Chaque CNC doit faire le point de ses besoins et les exprimer à la FAO à travers le Coordonnateur, à	Pays membres de la région et Coordonnateur	Continu	Rapports de diagnostic des besoins de capacités. Sources possibles de fonds identifiées pour les activités de renforcement de capacités	Déterminer le nombre d'activités relatives au renforcement des capacités entreprises dans les pays membres	Fonds disponibles

	condition de justifier la requête en tenant en compte de l'utilité et de la priorité pour son gouvernement					
3.2 Inciter et aider les pays membres du CCAFRICA de la région à créer un comité national du Codex.	-Inviter les pays ayant un CNC de fournir un rapport détaillé sur l'organisation et le fonctionnement du CNC -Inciter les autres pays à créer leur CNC	FAO/OMS	De juin 2007 à décembre 2008	Comités nationaux du Codex établis dans tous les pays membres d'ici décembre 2008	Écrire à chaque pays membre pour indiquer la situation des CNC et de leurs activités	Engagement national et appui de la FAO et de l'OMS
Objectif 4: Mettre à profit les capacités techniques et scientifiques existantes et les expériences des pays membres de la région						
4.1 Identifier et établir une liste de spécialistes et d'institutions compétentes dans la région, à partir des informations fournies par chaque pays susceptibles de fournir appui et avis spécialisés pour le CCAFRICA.	Identifier, former et réorienter des experts dans la région. - indication nécessaire pour réorienter les recherches actuelles afin qu'elles correspondent mieux aux activités du Codex en vue	Pays membres de la région/ Coordonnateur	Juin 2007-2008	Base de données de spécialistes, d'institutions compétentes	Déterminer le nombre d'experts identifiés et participant aux activités du Codex, du point de vue de la fourniture d'avis scientifiques	Les pays membres doivent montrer leur volonté de fournir des informations pour la création d'une base de données

	<p>de fournir les données nécessaires demandées par le Codex.</p> <p>Élaborer une liste d'experts potentiels à impliquer dans les travaux d'expertise internationale (JECFA, JEMRA, etc.) et rendre la procédure d'appel à candidature des experts plus transparente</p>					
<p>4.2 Mettre en place un organe d'évaluation régional d'évaluation des risques qui coordonnera la communication des données d'expertise avec les organes d'experts FAO/OMS.</p>	<p>Créer une base de données centralisée sur les données pertinentes avec des apports de l'ensemble des États Membres.</p>	<p>Pays membres de la région/ Coordonnateur</p>	<p>Décembre 2009</p>	<p>Organisme d'évaluation des risques créé d'ici décembre 2009 dans chaque pays</p>	<p>Inviter des pays pour savoir si un organisme d'évaluation des risques et, le cas échéant, un cadre juridique, ont été créés</p>	<p>Chaque pays membre doit prendre des mesures et mobiliser des fonds pour la formation</p>

4.3 Identifier les questions nécessitant l'avis scientifique d'experts et en établir les priorités.	Organiser des ateliers consultatifs régionaux afin d'identifier les domaines prioritaires.	Pays membres de la région/ Coordonnateur	De juin 2007 à décembre 2008	Rapport de diagnostic sur des questions prioritaires exigeant une expertise spécialisée	Rapport annuel	Disponibilité des fonds et des experts
Objectif 5: Assurer la continuité et la pérennité des activités du CCAFRICA.						
5.1 Préparer un plan d'action biennal à mettre en œuvre entre les réunions du CCAFRICA.		Coordonnateur	De juin 2007 à octobre 2007	Plan d'action annuel à mettre en œuvre entre les réunions du CCAFRICA	Examen du plan d'action à la réunion du CCAFRICA	
5.2 Réaliser des évaluations périodiques et un suivi des actions programmées dans le plan stratégique.		Coordonnateur	Tous les six mois	Rapport annuel du Coordonnateur	Demande d'informations auprès des membres du CCAFRICA sur les mesures prises	
5.3 Mettre en place des procédures de transmission d'informations pour assurer une meilleure transition de la présidence du CCAFRICA.		Coordonnateur	Continu	Directives relatives à la transmission d'informations pour assurer une meilleure transition élaborées d'ici fin 2008. Un projet doit être présenté à la réunion de 2009	Présentation des procédures proposées à la réunion du CCAFRICA en 2009	
5.4 Présenter aux réunions du CCAFRICA un bilan de réalisation dans les domaines clés du plan stratégique.		Coordonnateur	Trimestriel	Rapport d'avancement disponible à la réunion du CCAFRICA en 2009	Rapport d'avancement disponible au CCAFRICA	

Objectif 6: Obtenir une coopération technique et des moyens de financement pour permettre au CCAFRICA de développer et de poursuivre ses activités conformément à ses objectifs¹⁹						
6.1 Établir une liste des organisations proposant une coopération technique et financière.		Pays membres de la région/ Coordonnateur	De juin 2007 à décembre 2008	Une base de données d'organisations pouvant fournir un appui technique doit être créée d'ici fin 2008	Une base de données d'organisations pouvant fournir un appui technique doit être créée d'ici fin 2008	
Actions		Parties responsables	Échéancier	Indicateurs d'objectifs vérifiables	Mécanisme de suivi des progrès	Hypothèses
6.2 Organiser des groupes de travail chargés d'élaborer des projets de financement et d'en assurer le suivi.		Pays membres de la région/ Coordonnateur	Tous les six mois	Rapports sur la formation de groupes de travail préparés tous les six mois par des membres et transmis au Coordonnateur	Examiner les rapports annuels et évaluer les contributions des membres aux groupes de travail	
6.3 Développer et analyser des propositions pour la création des fonds fiduciaires et d'autres moyens de financement dans le domaine du Codex en tenant compte des intérêts de la région.		Pays membres de la région/ Coordonnateur	Continu	Rapport sur la création de fonds fiduciaires	Le montant des fonds nécessaires pour appuyer les propositions de la région	
Objectif 7: Identifier et classer par ordre de priorité les besoins de la région en matière de sécurité sanitaire des aliments et dans d'autres domaines afin de trouver les moyens de les satisfaire						
7.1 Identifier les dossiers prioritaires d'ordre économique ou relatifs à la sécurité sanitaire des aliments pour lesquels il existe un consensus entre les pays de la région aux fins d'élaboration de normes Codex.		Pays membres de la région/ Coordonnateur	Continu	Rapports sur les réunions des parties prenantes relatives aux priorités économiques et/ou à la sécurité sanitaire des aliments et communiqués aux pays membres d'ici fin 2008	Déterminer le nombre de questions liées à l'économie et à la sécurité sanitaire des aliments pour lesquelles il existe un consensus dans la région	Les pays membres fourniront des informations sur les besoins prioritaires

¹⁹ Lié à l'Objectif 2 ; en tant que partie intégrante de programmes de sensibilisation, il est nécessaire d'identifier toutes les parties prenantes et de présenter des propositions de financement.

7.2 Élaborer des normes, des directives et d'autres recommandations sur des questions intéressant la région		Pays membres de la région/ Coordonnateur	Continu	Rapports des groupes de travail nationaux sur les normes, directives et recommandations d'ici fin 2008. Rapports que le Coordonnateur peut présenter lors de la réunion de 2009	Déterminer le nombre de normes et de directives élaborées	
7.3 Encourager les contacts entre les parties intéressées régulièrement représentées au CCAFRICA sur les questions de sécurité sanitaire des aliments.		Pays membres de la région/ Coordonnateur	Continu	Liste de contacts de parties intéressées communiquées au Coordonnateur d'ici décembre 2008. Diffusion des rapports aux membres concernés	Informations sur les parties intéressées partagées avec les membres du CCAFRICA	

ANNEXE III**MODE DE PRÉSENTATION DES RAPPORTS NATIONAUX ANNUELS AU COMITÉ
FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AFRIQUE²⁰**

Le rapport est rédigé par le Comité national du Codex en consultation avec le Service central de liaison avec le Codex et toutes les parties intéressées. Il est soumis, au nom du pays concerné, au Coordonnateur par courrier électronique à l'adresse suivante: XXXXX ou par télécopie au numéro XXXXX.

1. RÉSUMÉ

Le Résumé présente les principales conclusions relatives aux activités du Comité national du Codex dans le pays.

2. INTRODUCTION

Cette section décrit le contexte dans lequel se situe le Comité national du Codex dans le pays, sa composition actuelle et la fréquence de ses réunions.

3. CORPS DU RAPPORT

Il est suggéré de le structurer comme suit:

- a. Composition, fonctions et activités du Comité national du Codex dans le pays (y compris des informations sur les réussites). Interactions avec d'autres pays sur des questions d'intérêt commun. Indiquer si une position commune a été élaborée en réponse aux réunions du Codex.
- b. Réunions du Codex auxquelles le pays a participé (indiquer le nombre de réunions du Codex, les sources de financement ainsi que les noms et les adresses des participants).
- c. Activités du Codex appuyées par la FAO et l'OMS dans le pays.
- d. Autres activités de renforcement des capacités.
- e. Contribution d'experts nationaux à la fourniture d'avis scientifiques sur les travaux du Codex.
- f. Questions nationales exigeant une expertise spécialisée.
- g. Contributions aux groupes de travail.
- h. Obstacles et suggestions pour la marche à suivre.

4. TOUTE AUTRE QUESTION LIÉE AUX TRAVAUX DU CODEX DANS LE PAYS**5. CONCLUSIONS/RECOMMANDATIONS**

²⁰ Calendrier proposé: il conviendrait de fixer un délai pour la transmission du rapport annuel par les membres. Il est proposé de fixer la date butoir pour la communication du rapport au 31 octobre.

ANNEXE IV

DIRECTIVES POUR LE TRANSFERT DES FONCTIONS DE COORDINATION

Actuellement, en vertu de l'Article IV, la Commission peut désigner un coordonnateur parmi les Membres de la Commission pour n'importe quelle région géographique ou n'importe quel groupe de pays expressément énumérés par la Commission sur proposition de la majorité de ses Membres qui constituent la région ou le groupe, que les travaux relatifs au Codex Alimentarius dans les pays considérés l'exigent.

Les coordonnateurs sont désignés à chaque session du Comité de coordination concerné, créé en vertu de l'Article XI.1 b (ii) et confirmés à la session ordinaire suivante de la Commission.

L'Article VI (2) stipule que la Commission prendra toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la continuité des fonctions des coordonnateurs. Il est proposé pour le CCAFRICA que les dispositions suivantes soient prises pour assurer la continuité.

- 1.0 La période s'écoulant entre la nomination par le Comité de coordination pour l'Afrique et sa confirmation à la session suivante de la Commission doit être utilisée pour fournir au coordonnateur désigné les informations et les connaissances dont il aura besoin.
- 2.0 Le rapport sur l'état du CCAFRICA présenté à la réunion du Comité de coordination où le coordonnateur a été nommé servira de document de consultation initial.
- 3.0 Le coordonnateur désigné doit consulter le coordonnateur sortant lors de la réunion où la proposition a été faite afin de s'entendre avec lui sur les actions à entreprendre après sa nomination.

Cela pourrait inclure:

- 3.1 La mise en place d'équipes de transition par le coordonnateur sortant et son successeur dans le but de faciliter le processus.
- 3.2 Un partage des informations et des documents sur tout projet spécial. S'il y a des activités de suivi sur des projets, le nouveau coordonnateur doit en être informé, et toutes nouvelles actions entreprises doivent lui être communiquées.
- 3.3 Une mise au courant de l'état d'avancement du Plan stratégique et des activités d'importance capitale à entreprendre dans les douze mois à venir. Un partage des bases de données sur les Membres de CCAFRICA avec les adresses de contact des CCP et d'autres organisations intéressées.
- 3.4 Des informations sur d'autres activités du CCAFRICA.
- 3.5 Planifier le transfert des fonctions à la prochaine réunion de la Commission où la confirmation sera faite.
- 3.6 Dans les deux à quatre semaines après la confirmation du coordonnateur par la Commission, le nouveau coordonnateur pourrait rendre visite au coordonnateur sortant afin de mener à terme le transfert des fonctions.
- 3.7 Toute autre activité ou mesure susceptibles de faciliter la transition.